

n° 374 Novembre-Décembre 2024

imag

Le magazine de l'interculturel



Rencontre
LIGHT&FACE,
Jeunes&Photographes

Panoramique

VERT LE FUTUR

Écologie dans les quartiers populaires

Dédicace à la 3^e édition de

Une brève histoire de l'immigration en Belgique

En 68 pages, Marco Martiniello et Andrea Rea retracent
les grandes étapes de la Belgique qui est devenue,
« sans trop bien s'en rendre compte », un pays d'immigration définitive.

Édité par la Direction de l'Égalité des chances du ministère FWB, 2024.
Disponible gratuitement sur simple demande : egalite@cfwb.be

Plus d'info en regardant la capsule « 3 minutes, 3 questions »
avec M. Martiniello et A. Rea.



E EDITO

Coordinatrice
du secteur Formation au CBAI Ikram MAÂFI

Les métiers de l'interculturel C'est pas du pipeau !

Il y a peu, à cor et à cri, la colère grondait dans les rues de Bruxelles, le non-marchand était bien décidé à hausser le ton. « Qui prend soin de qui prend soin ? » affichait le calicot du CBAI porté, avec enthousiasme, par les travailleurs et travailleuses que nous sommes.

Le 7 novembre 2024, comme 35.000 autres membres du secteur non-marchand, nous sortions de nos locaux pour interpeller encore plus fermement celles et ceux qui font l'air de la chanson. Aujourd'hui, le champ/chant de l'interculturel se doit plus que jamais de soulever la voix face au mépris de nos publics, de nos fonctions, de notre champ d'action, de notre impact social.

Sans tambours ni trompettes, chaque jour, à travers nos divers dispositifs d'intervention, nous participons à lutter contre les dominations systémiques. Dans la foulée, à Bruxelles et parfois même ailleurs, nous concourons, entre autres, à l'insertion socio-professionnelle, à l'amélioration de la santé mentale du secteur associatif, à la cohésion sociale.

Fredonnant les notes de l'approche interculturelle à qui veut bien les entendre, un seul bémol. On a comme le sentiment qu'on tire sur nos cordes sensibles : moins de moyens pour les secteurs les « moins » essentiels... Comme un air de déjà entendu, on connaît la chanson. Quant à nous, on ne sortira pas les violons pour le clamer : les métiers de l'interculturel restent d'utilité publique. Aujourd'hui plus qu'en toutes autres circonstances ! ▶

SOMMAIRE



Edito

Ikram Maâfi 3

Panoramique

Vert le futur. Ecologie dans les quartiers populaires 6

L'écologie populaire *déjà là* 8
Paul Hermant

«Qui achète encore du Nutella en 2024 ?» 13
Nathalie Caprioli

Réussir la transition écologique en luttant contre la pauvreté 16
Olivier De Schutter

Un engagement à l'image des jeunes 20
Leo Wagemans

Le maïs du village de ma mère 24
Thierry Amougou

Faire de l'égalité le cœur des politiques 28
Nicolas Van Nuffel



35



39



43



41

Prochain dossier
Janvier-Février 2025

Chiliens
de Belgique

Vers
une année
2025
inimagable

Rencontre

Making of d'une création de lumières..... 32
Nathalie Caprioli

Recherche

Jardins partagés et paliers généreux..... 37
Yassine Belkhayat-Hassani et Gregorio Carboni-Maestri

Texte sur photo

Peut-être que tout n'est pas perdu ? 42
de Velibor Ćolić © Massimo Bortolini



24

PANORAMIQUE

Écologie dans les quartiers populaires

Vert le futur

Sombre le présent.

C'est un fait, les terrains inondables sont davantage habités par la classe sociale précaire, comme l'ont féroce­ment démontré les inondations dans la Province liégeoise en juillet 2021, ainsi que cette photo prise dans la ville basse de Pepinster quelques jours après le déluge. Trois ans après, des victimes galèrent encore face aux problèmes financiers et d'assurance, et sont plongées dans des difficultés plus dures que n'était leur quotidien avant la catastrophe.

Autre exemple du coût environnemental des inégalités, étayé par des études citées dans ce dossier :

la pollution de l'air est plus forte dans les communes où le revenu moyen par habitant est le plus faible.

On peut continuer ainsi la liste à propos du logement, de la mobilité, de l'alimentation et donc de la santé, etc.

Qui pourrait soutenir que les questions de justice environnementale ne font pas partie des réalités de vie des plus précaires, eux qui sont directement touchés, et gagnés – comme quiconque – par la colère, l'éco-anxiété, l'indignation, le désenchantement, ou le déni ?

La question n'est pas de comment sensibiliser et mobiliser les quartiers populaires à la transition écologique ; mais bien de comment valoriser ce qui se fait déjà. Car l'écologie dans les quartiers populaires est là, pensée et conçue à partir d'où vivent les gens, en intelligence collective locale.

Avec leurs codes, leurs lexiques, leurs rythmes, leurs styles.

Des initiatives de transition écologiques existent, même si la perspective d'une justice sociale articulée à la justice environnementale n'est pas pour tout de suite.

Prière d'en tenir compte pour élargir le front écologiste.

L'écologie populaire

DÉJÀ LÀ

La preuve par ce numéro d'Imag : la question de l'écologie populaire occupe un espace de débats grandissant à mesure que les questions environnementales deviennent impopulaires. Si bien que l'on ne peut s'empêcher de se demander ce que cache et ce que révèle cette idée d'écologie populaire.



Quand une notion comme l'écologie populaire apparaît sur la place politique et publique, on ne peut pas éviter de s'interroger sur sa posture et sur sa portée. Pourquoi donc aurait-on besoin d'une

écologie populaire alors que la famille de l'écologie politique est déjà fort peuplée : écosocialisme, écologie sociale, écologie profonde même ? N'y-a-t-il pas déjà, dans l'arsenal écologiste, de quoi comprendre ou rejoindre les aspirations du peuple ? L'écologie populaire ne serait-elle alors qu'un concept de raccroc, une dernière chance, une planche de salut providentielle pour un mouvement politique en perdition ? Figure-t-elle, au contraire, une proposition réellement émancipatrice pour un «peuple» considéré

jusque-là comme la cinquième roue de la charrette écologique ? Ou s'agit-il d'une ultime tentative, via une écologie par et pour le peuple, de sauver ce qui peut encore l'être ?

Climat de criminalisation

De la table et du moment où j'écris, les choses semblent assez claires : ces temps que nous vivons sont tout autant des temps de grande déprise de l'écologie politique que de creusements socio-environnementaux de plus en plus abyssaux, de plus en plus mortifères, de plus en plus implacables. On aurait pu penser que ce découplage-là serait impossible et que l'aggravation visible de la situation climatique, la dégradation galopante de la biodiversité ou le franchissement de plus en plus rapide des autres limites planétaires mèneraient presque mécaniquement à des victoires des partis écologistes ou des activistes environnementaux tout autour de la planète. Peine perdue. De façon tout à fait contre-intuitive, c'est le contraire qui se passe. La disqualification des discours et des faits écologiques ainsi que la criminalisation des personnes

qui tentent d'endiguer les conséquences les plus directes des bouleversements environnementaux comme des politiques qui y conduisent sont aujourd'hui une donnée parmi d'autres d'une vie publique où la stigmatisation de la divergence devient de plus en plus violente.

Défaite écologique mondialisée

La plupart des résultats électoraux de la planète donnent raison à cette disqualification des faits et des pratiques socio-écologistes : sans parler des intentions du prochain exécutif états-unien, notons que la défaite écologiste aux dernières législatives belges semble avoir emporté avec elle la question climatique tandis que la chute du parti socialiste paraît quant à elle avoir effacé la question sociale. La population (et le peuple) est ainsi parlée par des choix idéologiques contraires – il ne devrait plus y avoir à ce sujet la moindre discussion possible mais il y en a pourtant partout, tout le temps, par tout le monde et n'importe qui – aux intérêts du monde et de la planète, c'est-à-dire aux siens.

Si l'on se fie à des chiffres récents du PNUD, on constate qu'à l'échelle mondiale 80 % des personnes aspirent à une action



climatique plus forte de la part des gouvernements¹. Ça fait beaucoup, 80 %. Avec un tel score, l'affaire devrait être pliée. Serait-ce alors aux 20 % restants que l'on doive imputer, par exemple, le très grand nombre de voyageuses et de voyageurs de l'aviation civile prévu pour 2024 (5 milliards tout de même) ? C'est un niveau jamais atteint comme l'est celui du réchauffement de la planète (le cliquet du 1,5 degré est désormais dépassé, la Cop de Paris de 2015 (2015 !) est désormais morte et incinérée). Lorsqu'une inquiétude est à ce point dissociée de la protection qu'elle appelle, on comprend comment se forment toutes les sortes d'incompréhensions, de divorces ou d'hostilités qui rendent aujourd'hui compliquées, voire impossibles, des articulations ou des alliances permettant d'organiser collectivement la survie des générations futures (quand ce n'est pas celle des nôtres).

Ce bien-être individuel intouchable

A ce stade, il nous faut prendre au sérieux une hypothèse formulée par Erwan Ruty², entrepreneur social français en banlieue, et considérer que l'écologie aujourd'hui a pris la place qu'occupait le communisme avant la chute du Mur en cela, notamment, qu'elle suppose elle aussi une planification et, partant, une limitation potentielle des libertés (ou ce qui passe aujourd'hui pour telles) parmi lesquelles celles de consommer et de se déplacer à sa guise paraissent les plus précieuses. La communication des partis libéraux, néo-libéraux ou illibéraux est de ce point de vue implacable : l'écologie et tout ce qui ressortit, d'une façon ou d'un autre, au registre social de la gauche (prononcer : gaaauche) empêche l'exercice d'un bien-être individuel qui ne peut être réalisé qu'au défi et au mépris

de la collectivité. Que le « travail » ait pris, dans ce discours, la place qu'occupaient les travailleuses et les travailleurs et que les classes sociales se dissolvent ainsi dans un gloubi-boulga clientéliste (500 euros, qui veut mes 500 euros ?) est tout sauf un hasard : on parle ainsi du travail en évitant de parler du monde du travail, de la même manière que l'on prend garde à séparer le monde où l'on vit du monde dont on vit, selon la formule de Bruno Latour. Les stratégies d'évitements et de remplacements sémantiques fonctionnent à chaussette retournée et autorisent toutes sortes de simplifications, d'outrances ou de mensonges. Plaquer sur l'écologie le vocabulaire du collectivisme permet ainsi, à moindre frais, de se constituer un ennemi commun et commode et de se projeter par la même occasion en chevalier blanc.

Ce discours est puissant, il est surtout toxique. Il fait naître des craintes et des peurs qui semblent supérieures à l'effroi que devrait pourtant entraîner la situation de la planète et du monde. Il repose sur trois ressorts principaux, qu'il a contribué à faire naître ou qu'il a réussi à renforcer au fil d'un assaut idéologique dont on continue de ne pas prendre la pleine mesure.

D'abord et en effet, il s'appuie sur la crainte réelle d'une perte de bien-être et de confort de vie. Une peur d'un déclassement social qui va de pair avec le recours fantasmé à un passé qui peut revenir – « la vie d'avant »³ – et à un futur où l'homme reprendra la main « comme il l'a toujours fait ». De ce point de vue, l'écologie empêche tout autant un retour *ad ante* qu'elle n'obstrue un futur possible. Sans compter qu'elle ne parvient pas à diffuser des propositions de remplacement jugées crédibles : la

transition doit ainsi rester une affaire d'adaptations du marché, seul capable d'une intervention rationnelle.

Le récit libéral/néolibéral/illibéral nourrit aussi la panique de ne plus avoir accès à des expériences et à des sensations gratifiantes que procurent bien sûr les technologies de la communication mais aussi, par exemple, les modes de déplacements et leurs destinations. Pour le discours anti écologiste, ces expériences – en ce qu'elles procurent d'excitation, de satisfaction et de consolation et, surtout, dans ce qu'elles mènent à une nouvelle insatisfaction génératrice d'une demande d'excitation encore augmentée – font partie intégrale des droits et libertés, et les remettre en cause (par des interdictions, des limitations ou des taxes) rompt un cycle du plaisir qui, pour le capitalisme, est conditionnel.

Enfin, il se porte en faux devant le constat effrayant de la perte de maîtrise sur la nature et sur le cours des événements. L'idée que les choses et les événements soient, comme le reste, impermanents est tout simplement inacceptable, voire incompréhensible, pour toutes celles et ceux qui ont toujours cru en une croissance jamais finie d'une part et sur la main mise naturelle de l'humain sur son environnement d'autre part (en ce sens et en passant, il faudrait d'ailleurs aussi qu'à gauche, on fournisse une alternative enviable à cette notion de progrès qui a très utilement servi la religion de la croissance, de même aussi qu'à ce pouvoir d'achat qui l'accompagne).

*Le peuple serait cette part
de la population victime
des dominations de classe
et des assignations à résidence
qui le rendent perméable
tant aux inégalités sociales
qu'environnementales.*

Qui est le « peuple » ?

Il serait commode de se dire qu'en face de cette mise en coupe réglée de la population, l'écologie populaire se propose, elle, de recourir au peuple. Mais le peuple aussi c'est compliqué. Imprécis. Flou. Chacun le voit à

sa porte. Il est le peuple des ronds-points qui se révolte contre l'autorité comme il est le peuple qui vote à droite et se range derrière elle. Insaisissable peuple qui s'enfuit quand on le nomme. Avec quelques-uns, nous avons tenté cette définition pour l'arrêter dans son mouvement, pour le stopper dans sa fuite : « Appelons peuple la part de la population qui n'entend ni dominer ni l'être ». On imagine que ça fait tout de suite moins de monde. Ce serait ça, le peuple ? Celles et ceux qui refusent l'aliénation de leurs actes et de leurs personnes ? Celles et ceux qui n'acceptent pas de faire payer à d'autres et par d'autres les conditions de leur existence ? Un tel peuple est en effet celui que l'on imagine défiler sein découvert et drapeau brandi, prenant la liberté comme guide, on pourrait presque le peindre. Ce peuple désirable se fait pourtant désirer.

Une autre façon de trouver ce peuple serait d'aller le chercher, comme le propose l'écologie populaire, dans son incarnation vulnérable. Le peuple serait alors cette part de la population victime des dominations de classe et des assignations à résidence qui le rendent perméable tant aux inégalités sociales qu'environnementales. La syndémie du covid a, de ce point de vue, mis suffisamment en exergue les coûts humains de cette ségrégation socio-

environnementale⁴ (67,3 cas sur 1.000 à Molenbeek pour 41,7 à Woluwe-Saint-Pierre, par exemple) pour qu'il soit nécessaire de la démontrer plus avant.

«Et nous serons libres»... mais clairsemés

Ce peuple des « tours », par opposition et conjonction à celui des « bourgs » et des « labours », est le centre de gravité de l'écologie populaire de Fatima Ouassak, qui fait de l'appropriation du territoire et de la faculté à le quitter et à y revenir une des conditions fondatrices de cette socio-écologie. Cette écologie qu'elle appelle pirate⁵ constitue effectivement et objectivement un récit désirable mais qui manque singulièrement d'actrices et d'acteurs, même s'il a beaucoup de lectrices et de lecteurs. L'incapacité dans laquelle s'est trouvé le mouvement écologiste de sortir de la logique politique institutionnelle et de proposer autre chose que des mesures largement cosmétiques ainsi que son éloignement historique et sociologique des milieux populaires ne plaide pas en faveur d'une union sacrée des territoires et des partis écologistes. Les activistes, les collectifs et les associations qui peuvent mêler des pratiques convergentes de désobéissances civiles et de production de contre-dispositifs territoriaux sont peut-être plus à même de saisir ce qui est « déjà là » dans les quartiers – les pratiques communes de solidarités ou de débrouilles, par exemple – et de les amplifier en tentant de n'y importer aucune forme d'extractivisme culturel. On peut en tout cas l'espérer. Créer des zones d'audaces et de solidarités sociales et environnementales⁶ à partir du déjà là des territoires est dès lors un accomplissement autant qu'une prémisse. Commençons déjà par commencer.

Mais on ne fera pas d'écologie populaire en tenant compte uniquement des vulnérabilités, des souffrances et des inégalités attestées et réelles. Dans l'état où sont aujourd'hui les relations politiques et sociales entre les gens, il faut sans doute aussi tenir compte des personnes qui, dans les bourgs et les labours, s'estiment, à tort ou à raison, lésées par les bouleversements en cours. Elles habitent des territoires souvent méfiants, voire carrément hostiles, à une écologie politique qu'elles jugent punitive (selon un storytelling désormais bien établi, voir plus haut). Ces territoires sont pourtant décisifs à investir dans une démarche de reconquête politique et de lutte contre la banalisation des pratiques et des arguments fascistes (car c'est bien là le point d'arrivée de tous ces récits de la reddition, de la résignation et de la disqualification, de cela non plus il ne faut plus douter). Là est l'autre partie de l'enjeu de l'écologie populaire. Il est capital. Il va surtout demander du temps. Il n'est pas du tout certain qu'on l'ait. Mais c'est à nous cette fois de faire pourtant comme s'il ne nous était pas compté. ▀

[1] www.undp.org/fr/communiqués

[2] Erwan Ruty, *L'écologie peut-elle être populaire ?*, éd. Le bord de l'eau, 2024.

[3] In *Le Monde*, 5 novembre 2023. Très explicitement, ce militant cité faisait allusion à un « avant » défini comme celui ayant existé avant qu'Angela Merkel n'ouvre les frontières, *wir schaffen das* ; avant la guerre en Ukraine et les sanctions prises contre la Russie avec les conséquences que l'on a connues sur les prix de l'énergie ; avant l'arrivée des Verts et les plans écologiques punitifs, notamment en matière de circulation routière ; avant le Covid et ses limitations de déplacement et d'autres libertés.

[4] In *Les inégalités sociales et de santé du COVID-19*, Andrea Rea, Camille Fortunier et Judith Racapé, Ecole de Santé publique, Université Libre de Bruxelles (ULB), 2022.

[5] Fatima Ouassak, *Pour une écologie pirate. Et nous serons libres*, La Découverte 2023.

[6] Comme disent les Actrices et acteurs des temps présents. Lire aussi l'article de Leo Wagemans, « Un engagement à l'image des jeunes », en pages 20-23 de ce dossier.

« Qui achète encore du NUTELLA en 2024 ? »

Le titre de la création de la compagnie Ras El Hanout joue sur la double prononciation en anglais et en français. Consumer en anglais : parce que nous sommes toutes et tous des consommateurs qui faisons certains choix que nous pourrions davantage remettre en question. Et en même temps, consumer en français : parce que nous savons que nos modes de consommation actuels participent à détruire le monde à petit feu. Présentation du spectacle de théâtre-action avec Camélia Bendoduh, participante à la création collective, et Meriam Bouaziz, comédienne et étudiante en anthropologie.

Qu'est-ce qui vous a poussées personnellement à vous emparer des questions de justice écologique ?

Camélia Bendoduh : Je ne crois pas que l'écologie me passionne. Par contre, j'ai ressenti une urgence d'agir. On n'a pas le choix. Je suis peut-être trop anxieuse, je ne sais pas...

Meriam Bouaziz : J'appartiens à la génération de Greta Thunberg. Pourquoi reste-t-on assis alors que le monde brûle ! En 2019, j'étais encore élève à Charleroi et j'allais manifester aux « Jeudis pour le climat » à Bruxelles. Quand on prend la rue, on est bien obligé de se renseigner. Et plus on se renseigne, plus on comprend qu'il est absolument nécessaire de se bouger. De fil en aiguille, l'écologie est devenue la première cause pour laquelle je me suis dit que j'avais un avis à défendre. Ensuite, au fur et à mesure de mes études en sciences sociales, d'autres problématiques se sont ajoutées, comme le racisme, le sexisme, l'homophobie. Cependant, j'ai l'impression que l'écologie reste la porte d'entrée pour prendre conscience que tout est lié car, dès qu'on se concentre sur la crise climatique, on se rend compte que les plus pauvres sont souvent les plus impactés.

Comment la visite d'un écovillage qui pratique l'agriculture permanente dans la région de Rabat au Maroc a-t-elle nourri le spectacle Consumer ?

Camélia Bendoduh : Notre compagnie Ras El Hanout avait obtenu un financement de Brussels International dans le cadre d'un appel à projets d'Éducation à la citoyenneté





Consommer en mode théâtre-action, où les actrices et acteur interpellent et sont interpellés par le public.

mondiale et solidaire. L'idée était de mettre en question les rapports Sud global-Nord global en réfléchissant à la manière dont divers acteurs de terrain trouvaient des solutions pour répondre à l'enjeu écologique à travers la question de l'alimentation¹. De façon générale, nous cherchions à parler de l'égalité d'accès à une alimentation saine et durable. Doit-on accepter et intégrer que l'écologie est une affaire de bobos ? Nous avons visité des fermes en agroécologie non seulement en Belgique mais aussi au Maroc pour montrer la manière dont des populations dites du Sud trouvent des réponses à la pauvreté sur base de méthodes plus respectueuses de l'environnement.

Had Brachoua est un écovillage qui s'est développé grâce à l'agroécologie et en particulier la permaculture. Les guides étaient fiers de nous montrer entre autres leurs barrages, tout en nous faisant observer une démarcation végétale entre le niveau de l'eau d'il y a quelques années et celui d'aujourd'hui. C'était affolant. La sécheresse s'explique en partie par l'immense forêt qui date de l'époque de la colonisation – mauvais choix du colonisateur, les eucalyptus plantés étant hyper consommateurs d'eau.

Cette initiation nous a amenées à nous poser la question de notre propre utilisation de l'eau, dans l'agriculture comme dans notre quotidien. Du coup, le stress hydrique fait partie des thématiques abordées dans la pièce, ramenant ainsi un enjeu global dans le contexte belge.

De votre point de vue, en quoi ça a du sens de lier les deux termes écologie et quartiers populaires ?

Camélia Bendoduh : Pour moi, il s'agit plus d'une question de réappropriation des enjeux. Nous devons nous rendre compte de la manière dont nous sommes les premiers impactés, et nous devons nous en saisir sans avoir besoin qu'on vienne nous expliquer la situation d'un ton paternaliste. Durant les représentations du spectacle, nous avons pu faire ce constat : d'un côté, un tas de jeunes ne se sentent pas forcément investis par les questions écologiques, mais de l'autre, ils savent que leurs parents connaissent des techniques inspirantes et respectueuses de l'environnement, transmises de génération en génération.

Meriam Bouaziz : Il m'est impossible de ne pas lier l'écologie à la colonisation et au capitalisme qui ont provoqué un enchaînement d'événements désastreux et impactant pour les humains et la planète. Cela dit, beaucoup de personnes font de l'écologie sans utiliser le mot. Elles n'ont pas besoin de maîtriser le vocabulaire ni la théorie pour agir concrètement. Et les habitants des quartiers populaires n'ont pas attendu qu'on s'intéresse à eux pour travailler dans leurs potagers, ou faire de la récupération et du recyclage. Et d'ailleurs, leur petit budget les y pousse.

La question du petit budget est bien présente dans votre spectacle, sous forme d'un bras de fer entre la comédienne qui défend les valeurs écologiques à tout prix et le comédien qui a des fins de mois difficiles. « Je n'ai pas les moyens de tes ambitions » : tout est dit ?

Meriam Bouaziz : Dans cette scène, on a plus essayé de montrer les effets de la surconsommation, que de plaider pour acheter l'étiquette bio. De fait, nous ne sommes pas tenues de mettre nécessairement du bio sur nos actions pour qu'elles soient pertinentes et fassent du bien à la planète.

Camélia Bendoduh : Comme projet d'éducation permanente, Consumer interroge l'égalité d'accès à des solutions durables pour chacun, tout en montrant la dimension systémique du problème. Nous cherchons à conscientiser le public de jeunes : en tant que citoyennes et citoyens, ils ont le droit d'interpeller les politiques sur leurs responsabilités en matière de transition climatique.

Une fois de retour de Had Brachoua, nous avons eu de grandes discussions. C'est le propre de l'éducation permanente : nous avons beaucoup d'informations et différentes visions. Mais par où commencer ? Le théâtre-action est la marque de Ras El Hanout. C'est un outil d'expression qui permet aux classes populaires de reprendre en main des enjeux sociétaux qui les

touchent. On recrée ces enjeux sur scène pour ensuite les discuter collectivement dans une perspective de solutions.

Meriam Bouaziz : Je ne vois pas comment nous aurions pu faire autre chose que du théâtre-action. Il est pertinent parce qu'il permet de se saisir du collectif pour dépasser les constats et essayer d'avancer.

Mais quand votre personnage balance « Qui achète encore du Nutella en 2024 ? », une partie du public pourrait se sentir jugée. Comment ne pas tomber dans un discours moralisateur ou culpabilisant ?

Meriam Bouaziz : Mon personnage est exécration. Je suis irrespectueuse, je prends mon interlocuteur de haut, je l'insulte avec des phrases assassines comme « Tu ne sers à rien, tu ne sais pas réfléchir ». Les messages que je lance sont extrêmement agressifs et, en effet, culpabilisateurs. Pourtant, mon personnage ne dit pas des choses fausses. Je joue le rôle de façon condescendante, je me crois meilleure parce que je boycotte la pâte à tartiner industrielle. C'est ça aussi le théâtre-action : tous les personnages doivent être à la fois oppresseurs et opprimés. C'est donc important de pouvoir dépasser ce clivage pour construire une réponse qui convienne à la collectivité.

Des multinationales comme Ferrero ou Coca Cola font partie du pire en termes d'atteinte à l'environnement et à la biodiversité, d'exploitation des travailleurs, de malbouffe et de problèmes d'obésité ou de diabète. Tout ce qui ne va pas dans le monde est dans Nutella ! A notre ère où l'information est omniprésente et accessible, acheter ces produits ne peut pas juste être un acte inconscient. On doit se demander ce qu'on finance en les achetant. ▸

Propos recueillis par **Nathalie Caprioli**

[1] Lire aussi « Le maïs du village de ma mère », de Thierry Amougou, en pages 24-27 de ce dossier.



Manifestation d'Oxfam-Belgique en novembre 2024 pour dénoncer les conséquences d'une "pause environnementale" préconisée par plusieurs gouvernements européens, y compris la Belgique.

Professeur de droit à l'UCLouvain Olivier **DE SCHUTTER**

Réussir la transition écologique en luttant contre la **PAUVRETÉ**

Les menaces qui pèsent sur le pouvoir d'achat comme celles qu'amènent les crises environnementales mettent en évidence deux dimensions à la transition qui s'impose : sociale et environnementale. Comment articuler l'environnemental et le social dans la réparation de la nature et le renforcement de la justice sociale ? Qu'est-ce qu'une « transition juste » ? L'analyse d'Olivier De Schutter, nommé en 2020 rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'Homme et l'extrême pauvreté.



es années 2022 et 2023 ont mis à l'épreuve les ménages qui vivent dans la précarité : suite à l'augmentation des prix de l'énergie et des produits alimentaires, provoquée par la hausse des cours du pétrole et par l'invasion

de l'Ukraine par la Russie, nous avons connu une inflation à deux chiffres, que les augmentations de salaires ou des montants des allocations sociales liés à l'indice santé n'ont pas toujours compensé.

Plusieurs gouvernements européens ont appelé à une « pause environnementale », demandant qu'on donne la priorité à la protection du pouvoir d'achat et à la relance de la production. Or, pendant ce temps, la crise écologique s'étend : la biodiversité s'effondre plus vite qu'à aucun moment de l'histoire de l'humanité, nous entraînant vers la sixième extinction massive des espèces; les émissions de gaz à effet de serre continuent de croître à l'échelle mondiale, alors que nous devons parvenir à la neutralité carbone en 2050 si nous voulons éviter les pires conséquences des ruptures climatiques; les sols se dégradent et sont de moins en moins en mesure de fonctionner comme puits de carbone et réservoirs de biodiversité.



Deux crises qui n'en font qu'une

Pourtant, contrairement au récit dominant qui tend à opposer la lutte contre la pauvreté et la réduction de l'empreinte écologique, ces deux objectifs sont complémentaires et ils doivent être poursuivis ensemble. Tout d'abord, ce sont les groupes les plus défavorisés de la population que la dégradation de l'environnement affecte le plus. Les ménages précaires sont les plus affectés par la pollution de l'air, car ils habitent en périphérie des grandes villes, proches des pires sources de pollution, avec peu d'espaces verts: c'est ce constat qui est au départ de la notion de « justice environnementale », initialement développée aux États-Unis où la pollution affecte principalement les Afro-Américains dans les villes¹. Au Royaume-Uni, les 10 % des personnes vivant dans les régions les plus défavorisées étaient confrontées à des niveaux de concentration d'oxyde nitreux provenant de l'activité industrielle et des transports supérieurs de 41 % à la moyenne du reste du territoire². En France, la pollution de l'air cause 48.000 décès prématurés chaque année (ou 9 % de la mortalité), pour un coût sanitaire annuel total de 68 à 97 milliards d'euros, touchant essentiellement les groupes les plus défavorisés de la population³. En Belgique, les travaux du Centre d'écologie urbaine de l'ULB illustrent, cartes à l'appui, que ce sont les communes où les revenus moyens sont les plus faibles qui disposent de moins d'espaces verts, et où la pollution de l'air est la plus importante⁴.

Les groupes les plus défavorisés seraient donc les premiers bénéficiaires d'un modèle de développement plaçant l'amélioration du bien-être et de la santé au-dessus de la croissance économique. Mais, pour avancer dans ce sens, il faut avancer en gardant à l'esprit quatre impératifs.

Allocations et aides à la reconversion

Le premier impératif est ce à quoi renvoie l'expression de « transition juste » dans le cadre de l'Accord de Paris de décembre 2015. Les gouvernements se sont engagés dans cet Accord à s'assurer que les travailleurs et les communautés touchés par la transformation écologique bénéficient d'une protection sociale, y compris par l'octroi d'allocations de chômage en cas de perte d'emploi⁵, ainsi que d'aides à la reconversion. Une communication de la Commission européenne illustre à cet égard les rôles que peuvent jouer le mécanisme de transition juste et le Fonds de modernisation dans l'Union européenne⁶.

La transition écologique représente en effet un gisement potentiel d'emplois important. A l'échelle mondiale, dans un scénario conforme à l'Accord de Paris, ce sont quelque 24 millions de nouveaux emplois qui pourraient être créés – un chiffre bien supérieur aux 6 millions d'emplois qui devront disparaître, notamment dans le secteur des énergies fossiles⁷.

Plus de justice sociale

Il faut cependant aller au-delà la « transition juste » en son sens le plus étroit. Le deuxième impératif est de lutter contre les inégalités. En effet, si les avantages d'une prospérité accrue bénéficient en priorité aux plus démunis de la société, il faudra moins de croissance pour satisfaire les besoins fondamentaux de tous. En outre, des sociétés plus égalitaires utilisent les ressources de manière plus efficace. L'allocation des ressources par le marché sert à satisfaire la demande, exprimée par le pouvoir d'achat des couches les plus riches de la population, plutôt qu'à répondre aux

besoins des plus pauvres. Dès lors, les désirs frivoles des plus riches, aussi peu soutenables soient-ils, peuvent prendre le pas sur la satisfaction des besoins fondamentaux des moins riches. C'est le coût environnemental de l'inégalité. Au niveau mondial, les 10 % d'émetteurs les plus importants contribuent à environ 45 % des émissions mondiales de dioxyde de carbone, tandis que les 50 % d'émetteurs les moins importants contribuent à 13 % des émissions mondiales⁸. Enfin, la justice sociale est indispensable à la légitimité et à l'acceptabilité, pour les populations, des mesures permettant de progresser vers une société bas-carbone et résiliente.

Les mesures à « triple dividende »

Le troisième impératif concerne la conception de la transformation écologique elle-même. Dans les secteurs clés de l'énergie, du bâtiment, de l'alimentation et de la mobilité, l'objectif devrait être d'identifier les mesures à « triple dividende » permettant non seulement de réduire l'empreinte écologique, mais aussi de créer des emplois (notamment pour des travailleurs et travailleuses faiblement qualifiés), et de garantir l'accès abordable à des biens et services essentiels. Un rapport que j'ai remis à l'ONU en octobre 2020 dresse le catalogue de ces mesures dites « à triple dividende », en montrant que c'est faisable⁹. Il s'agit en fait de passer d'une approche compensatoire et *ex post* de la lutte contre la pauvreté (dans laquelle on compense les personnes en pauvreté afin de la protéger des impacts des mesures qui les affectent), à une approche préventive et *ex ante* partant de l'identification de mesures qui, en même temps qu'elles réduisent l'empreinte environnementale, préservent le pouvoir d'achat et réduisent les inégalités.

S'attaquer à l'obsolescence programmée

Le quatrième impératif est de lutter contre la surconsommation et contre ce qui est devenu son symbole le plus frappant, l'obsolescence programmée. En effet, si

l'innovation technologique et les phénomènes de mode expliquent en partie l'augmentation de la consommation de biens de consommation, l'obsolescence planifiée ou «intégrée» des produits – la pratique des fabricants, motivée par le souhait de maximiser les profits, qui consiste à concevoir délibérément des produits pour qu'ils deviennent défectueux prématurément ou deviennent obsolètes afin de vendre un autre produit ou une version améliorée du produit originel – ou plus généralement le raccourcissement de la durée de vie des produits de consommation, jouent également un rôle majeur à cet égard.

On peut par exemple interdire, comme en France, la limitation intentionnelle de la durée de vie des produits par les fabricants; imposer des garanties plus longues; réduire la TVA pour les entreprises de réparation; obliger les fabricants à garantir la disponibilité des pièces de rechange et des manuels de réparation; ou encore, obliger les producteurs à reprendre des parties de leurs produits afin de les recycler.

Le pire scénario serait celui dans lequel les gens vivant en pauvreté paieraient trois fois – en tant que victimes de la crise économique ; en tant que victimes d'une transformation écologique les affectant directement, notamment par l'augmentation d'une fiscalité écologique non compensée par des mesures sociales ; et en tant que contribuables, consommateurs ou utilisateurs de services publics mis à contribution afin de financer la relance.

Une autre voie est possible

Les plans de relance économique peuvent aider à la transition vers des économies durables, tout en créant des possibilités d'emploi pour les personnes peu qualifiées et en garantissant l'accès aux biens et services essentiels.

Il faut pour cela non seulement protéger les travailleurs et les communautés touchés par la transformation écologique contre les impacts de celle-ci, mais aussi investir dans des

domaines tels que l'énergie, les bâtiments, l'alimentation et la mobilité, afin de profiter du « triple dividende » d'un environnement plus propre, d'emplois décents et de biens et services abordables. Plus largement, il est urgent de sortir d'un modèle de croissance non durable tirée par la consommation et d'une économie extractive fondée sur le gaspillage, pour donner enfin la priorité à la réduction des inégalités et à la lutte contre l'obsolescence prématurée des biens de consommation.

« Reconstruire en mieux », ce n'est pas revenir au *statu quo*. C'est l'inverse : c'est inventer une nouvelle trajectoire de développement. Celle-ci sera utopique, forcément – parce que dans la situation présente, la seule attitude réaliste consiste à oser l'utopie. ▀

[1] Lisa Schweitzer et Jiangping Zhou, "Neighborhood air quality, respiratory health, and vulnerable populations in compact and sprawled regions", *Journal of the American Planning Association*, vol. 76, n° 3 (2010), pp. 363-371.

[2] Karen Lucas et al., *Environment and Social Justice: Rapid Research and Evidence Review* (Policy Studies Institute, 2004).

[3] Conseil économique, social et environnemental, *Inégalités environnementales et sociales: identifier les urgences, créer des dynamiques* (rapp. P. Crosemarie) (janvier 2015); Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air (rapp. L. Aichi) (Sénat, sess. extr. 2014-2015).

[4] <https://urban-ecology.be/blog/inegalitesenvironnementalesbruxelloises>

[5] OIT, *Rapport mondial sur la protection sociale 2017-19 : protection sociale universelle pour atteindre les objectifs de développement durable* (Genève, 2017), pp. 208 à 210.

[6] Commission européenne, « Communication de la Commission européenne au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions : une Europe sociale forte pour des transitions justes », COM(2020)14 final, 14 janvier 2020.

[7] OIT, *Emploi et questions sociales dans le monde - Tendances 2018*, p. 49 ; Guillermo Montt et al., « Does climate action destroy jobs? An assessment of the employment implications of the 2-degree goal », *Revue internationale du Travail*, vol. 157, n° 4 (décembre 2018), p. 531.

[8] Groupe indépendant de scientifiques nommés par le Secrétaire général, *The Future is Now: Science for Achieving Sustainable Development – Global Sustainable Development Report 2019*, p. 17 (référant à L. Chancel et Th. Picketty, *Carbon and Inequality: From Tokyo to Paris* (Ecole d'économie de Paris, novembre 2015)).

[9] Voir Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, La « juste transition » dans la relance économique : éliminer la pauvreté dans les limites des ressources de la planète, rapport à la 75^e session de l'Assemblée générale de l'ONU (2020), www.srpoverty.org/fr/2020/10/21/the-just-transition-in-the-economic-recovery-eradicating-poverty-within-planetary-boundaries/

Un engagement à l'image **DES JEUNES**

Journaliste Leo **WAGEMANS**

L'écologie, une activité de privilégiés ? La mobilisation en faveur du climat a semblé pendant longtemps être réservé aux classes aisées, laissant sur le côté les classes populaires, que ce soit dans les modes d'action ou les revendications. Mais ces dernières, qui sont les premières victimes du changement climatique au sein de nos pays, n'ont pas attendu qu'on leur tende la main pour s'engager. Et quoi de mieux pour trouver un mouvement qui leur ressemble que de le créer soi-même ! Un reportage sur l'ouverture de l'école de l'écologie populaire par Banlieues Climat en région parisienne, ainsi que les initiatives bruxelloises du réseau ADES et du projet Cascade.

À l'école de l'écologie populaire à Saint-Ouen (région parisienne).





Cest dans une ancienne école située dans un quartier calme de Saint-Ouen (région parisienne) que s'est installé Banlieues Climat pour mettre en place la première école de l'écologie populaire, inaugurée le 12 octobre dernier. Dans une petite salle du dernier étage du bâtiment vert et blanc, les élèves arrivent peu à peu pour leur dernière journée de formation. « *J'espère que vous ne me détestez pas pour le réveil musical de ce matin* », leur lance Chloé, qui les a accompagnés tout au long de cette semaine d'apprentissage. Dans la classe : une quinzaine de jeunes venus de toute la France afin de devenir formateurs et formatrices Banlieues Climat.

Durant 5 jours, ces jeunes ont pu réaliser différentes activités, entre cours d'éloquence, débats, visite d'une ferme écologique ou séances d'information sur la posture du formateur et de la formatrice. Autant de choses qui n'auraient probablement pas touché ces jeunes de quartier sans l'implication de Banlieues Climat, comme l'explique Sanaa Saitouli, cofondatrice de l'association. « *Quand des jeunes viennent chez nous, ils disent ne pas être intéressés par le climat. On fait appel à des associations locales, et on met en place des stratégies pour pouvoir les accrocher. Notre particularité, c'est quand ils viennent très défaitistes, pas intéressés, et qu'ils voient un mec comme Féris ou comme d'autres formatrices et formateurs de 20 ans parler d'écologie de manière très abordable et vulgarisée, et aussi adaptée à leur territoire, ils se sentent rapidement embarqués* », explique-t-elle.

Une envie de conscientiser

Mansour, 17 ans, a entendu parler pour la première fois de Banlieues Climat il y a deux ans : « *Avant ça, les enjeux écologiques ne me parlaient pas du tout. Un éducateur des Mureaux [un quartier d'Île-de-France] m'a incité à participer à une journée de formation, et ça m'a ouvert les yeux. J'ai compris qu'on a tous notre part de responsabilité dedans, et qu'à petite ou grande quantité, il faut agir. Et du coup, j'ai rapidement eu envie de passer formateur pour conscientiser les personnes qui, comme moi, avant, ne se soucient pas vraiment du climat* ». Mises en route il y a deux ans, les formations de l'association sont dispensées en une journée de huit heures durant lesquelles différents sujets sont abordés, comme les enjeux de la fonte du permafrost, de la crise climatique ou encore comment comprendre les différents rapports du GIEC. À l'issue de cette journée, les participantes et participants reçoivent un diplôme, les formations étant certifiées par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche depuis janvier 2023.

Trouver le bon ton et impliquer

Un sentiment de soulagement se fait sentir quand l'heure du repas est annoncée. Les néo-formateurs et formatrices se regroupent alors dans une autre pièce de l'école, au fond de laquelle est installée une cuisine mobile, qui sert à réaliser des ateliers culinaires pour apprendre à mettre en place chez soi une alimentation de qualité. Dans la file pour se servir à manger, l'ambiance est chaleureuse, jeunes et membres de l'association rigolent et se taquent. Là, depuis les débuts du mouvement, Khadim est venu pour apporter son expérience de formateur à la nouvelle promotion. Selon lui, les mouvements écologiques majoritaires n'ont pas réussi à employer un ton qui permettrait aux habitant.e.s des quartiers populaires de s'identifier : « *Quand on venait nous*

parler d'écologie, on nous mettait trois poubelles devant nous, et nous demandait 'à votre avis, le papier va dans quelle poubelle ?', on n'est jamais allés loin dans le truc. Alors que là, Banlieues Climat utilise des références communes pour essayer d'intéresser les jeunes. Utiliser des exemples comme One Piece (le manga le plus vendu au monde), dans lesquels on parle d'écologie, permet de créer une porte d'entrée ».

Pas la fin du monde, mais la fin d'un monde

Après le repas, les élèves accueillent avec entrain Férés Barkat, cofondateur de l'association. Il vient pour animer une rencontre avec Malcolm Ferdinand, chercheur au CNRS (Centre national de recherche scientifique) spécialisé sur les questions d'écologie décoloniale. Selon Férés, l'avis des quartiers populaires sur les questions climatiques est dénigré, voire invisibilisé : « *On le voit avec la surprise qu'ont les gens quand ils nous entendent parler de ces sujets-là. On nous dit : 'Ah ouais, vous maîtrisez le sujet, waouh !', alors que si je venais d'un quartier parisien riche, ça n'aurait surpris personne* ». Pourtant, pour le jeune activiste, il est normal que les classes populaires fassent entendre leurs voix sur un sujet qui les concerne autant que la crise climatique. « *L'écologie, ce n'est pas que la fin du monde. C'est comment tu te déplaces, comment tu te nourris ou comment tu vas dormir. C'est ce qui t'entoure. Ce n'est pas forcément les ours polaires, même si c'est important. Mais la définition de l'écologie vient du grec « eco », qui signifie la maison. Et la maison, quand elle est délabrée et qu'on est 18 à dormir dedans, il y a un sujet à se poser* », explique-t-il.

Ecolos sans le savoir

Khadim, quant à lui, précise que, même si leur avis n'est pas pris en compte au sein des mouvements écologiques dominants, les classes précaires mettent tout de même en place des pratiques écologiques : « *Quand on va chez une personne qui habite un quartier populaire, on sait que les habits, les chaussures qu'elle met, le cartable avec lequel elle va en cours, tout ça vient sûrement d'un autre membre de sa famille. Cette écologie sans le savoir, pour moi c'est la meilleure. Notre but, avec Banlieues Climat, c'est de pouvoir*

aussi montrer aux instances les plus hautes que nous aussi on est écolos. Ce n'est pas d'aller prendre leurs codes et de les copier, c'est de venir avec les nôtres et de changer les choses ».

Jeunes diplômés et mobilisés

La journée touche bientôt à sa fin, les élèves se donnent entièrement pour leur dernier exercice de formation. Répartis en groupes, les uns représentant un pays colonisé et les autres représentant des colonisateurs, les jeunes doivent défendre le point de vue de leur groupe, afin de voir quels ont été les arguments pour justifier la colonisation. Au fond de la classe, des petites mains s'affairent durant le débat animé qui se tient juste à côté. Ces mains sortent avec précaution des feuilles imprimées sur du papier brillant : les diplômes des futures formatrices et formateurs. Une fois tous les documents signés et glissés dans des fardes, Férés met fin au débat, et annonce la remise des diplômes, engendrant l'enthousiasme du groupe. Pour le cofondateur, c'est ce genre de moments qui montre l'importance d'avoir mis en place l'école de l'écologie populaire : « *Avoir un lieu dans lequel on rassemble tout le monde permet de changer le rapport qu'on va avoir à la lutte et à la mobilisation. On a fait l'école qu'on n'a pas eue, pour rassembler des jeunes qui n'ont pas le bac ou le brevet, qui en sont à leur dixième chance, et leur permettre de se former sur les questions écologiques. Et puis, ça donne aussi une dimension plus institutionnelle à l'association, on va pouvoir réfléchir à mettre en place des programmes de formation plus longs. C'est vraiment le début d'une nouvelle phase pour Banlieues Climat* ».

Précisant que l'école est un nouveau point de départ et non un aboutissement, le jeune activiste réfléchit déjà aux prochains projets que va mettre en place l'association : « *On ira porter la voix des premiers concernés avec une vingtaine de jeunes lors d'une intervention à la prochaine COP qui se tiendra à Bélem (au nord du Brésil) en novembre 2025. On aimerait également mettre en place le festival de l'écologie populaire pour créer un rendez-vous annuel qui mettrait encore plus de visibilité sur ces questions. On veut aussi faire des projets plus locaux qui durent, comme une ferme urbaine à Strasbourg sur laquelle on est en train de travailler avec des jeunes* ».

Economie circulaire à Saint-Josse

S'il n'existe pas (encore) de mouvement aussi important que Banlieues Climat à Bruxelles, cela ne signifie pas qu'aucune initiative ne rejoint les principes d'écologie populaire, loin de là. Sarah vit à Saint-Josse, l'un des quartiers les plus densément peuplés et précaires de la capitale. Au rez-de-chaussée de son bâtiment se trouve l'Ades'if, un espace social autogéré mis en place par le réseau ADES, collectif de personnes qui lutte pour une transformation sociale et écologique. Chaque semaine, le lieu, qui existe depuis 12 ans maintenant, accueille différentes activités, comme un atelier de réparation vélo, une école des devoirs pour les enfants du quartier, un atelier couture, une table d'hôtes, ... Une permanence sociale est également tenue afin d'aider les habitants et habitantes à réaliser des CV ou encore traduire des documents administratifs. *« Chaque activité a son propre moyen d'organisation, et est portée par des personnes différentes, qui se rencontrent lors d'une assemblée générale une fois par mois. On essaie de permettre une pluralité des modes d'action, afin de rassembler un maximum de personnes venant de différents horizons. On voit vraiment la solidarité comme une forme de lutte »*, explique Sarah.

Pour l'association, l'engagement communautaire est une manière de travailler sur des enjeux écologiques avec les plus précaires. En travaillant directement avec plusieurs acteurs et actrices du quartier, cela a développé une mobilisation des habitants et habitantes en rapport avec différentes problématiques liées à l'écologie, comme l'accès à une alimentation de qualité : *« Beaucoup de nos activités sont auto-portées par les gens du quartier, comme la récup' alimentaire, que ce soit pour aller chercher les aliments, les consommer, ou même pour notre compost que l'on va déposer dans un compost plus loin dans la rue. C'est un projet circulaire qu'on a mis en place avec des magasins du coin pour récupérer leurs invendus. Tout ça crée un entrecroisement à la fois d'un public activiste militant plutôt blanc et universitaire, et des gens du quartier souvent d'origine étrangère »*, raconte la bénévole. L'association, qui n'a jamais voulu demander de subside afin de rester la plus indépendante possible, compte bien se pérenniser davantage, malgré une occupation précaire et une relation pas toujours simple avec le propriétaire de leur bâtiment.

En manque de subsides structurels

Au-delà d'initiatives de quartier comme celle du réseau ADES, d'autres mouvements privilégient la formation des jeunes de nos quartiers, comme le fait Banlieues Climat. C'est le cas du projet Cascade, lancé à l'initiative de Bruxelles Environnement et des Ambassadeurs d'expression citoyenne. *« On a fait le constat en 2019 lors des marches pour le climat, lorsque plus de 70.000 jeunes étaient dans les rues, des professeurs d'écoles qualifiantes nous appelaient pour nous dire qu'ils ne comprenaient pas que leurs élèves n'aient pas envie d'y participer. C'est comme ça que Cascade a émergé en 2022, avec pour objectif de se libérer du carcan de l'école »*, indique Roxane Keunings, de Bruxelles Environnement. Pour elle, il était nécessaire de travailler sur l'inclusion des quartiers populaires à l'écologie, car *« le vrai problème de l'environnement, c'est qu'on est resté cloisonnés par beaucoup de sciences et d'intellectuels. Alors que la Région de Bruxelles est celle qui comporte les plus hauts taux de jeunes et de pauvreté, il faut donc s'infiltrer dans tous les milieux pour mettre en place la transition écologique »*. Le but du projet n'est pas d'imposer de thème aux jeunes, mais de partir de leurs idées et de leurs envies, comme l'explique Inssaf, porteuse de Cascade au sein des Ambassadeurs d'expression citoyenne : *« On travaille avec des associations de quartier qui ramènent des jeunes. Ils ont 2 ans pour mettre en place leur projet. De notre côté on met en place des week-ends de formation et des discussions autour des thématiques sur lesquelles ils veulent travailler »*.

L'initiative a ainsi pu accompagner 19 projets, comme des potagers collectifs, des ateliers vélos ou encore une roulotte mobile qui sert de lieu d'échange de ressources. Malgré son succès auprès des jeunes, Cascade reste un projet pilote qui prendra fin en juin 2025. Si Bruxelles Environnement et les Ambassadeurs d'expression citoyenne gardent l'envie de le pérenniser, cela dépendra des financements qui leur seront alloués ou non, démontrant, comme avec le réseau ADES, la fragilité du secteur associatif écologique bruxellois. ■

Le maïs du village DE MA MÈRE

Ma mère, comme d'autres paysannes et paysans africains, a une expertise d'écologie populaire constituée de tonnes de savoirs et de pratiques qui définissent une capacité de construire des projets de vie et de décider efficacement d'une écologie compatible avec leurs contextes. Parce que sans diplôme, leur expertise est sans considération dans la nomenclature des savoirs écologiques en vigueur à l'échelle internationale. Leurs voix comptent-elles et sont-elles écoutées dans la prise de décisions de politiques agricoles et/ou de révolution verte mise en place dans les pays africains ou à travers le monde ? Non, tant s'en faut ! C'est là le grand défi à surmonter si l'on veut diriger le monde vers une diversité de modes de vie en dialogue afin de le sortir de l'écologie coloniale du capitalisme.



lors que j'étais à Messok, mon village natal dans la zone forestière du Cameroun, j'eus, dans les années 2000, une conversation avec ma mère. Celle-ci portait sur de nouveaux épis de maïs que les unités de recherche agronomiques du Cameroun, en collaboration avec des chercheurs français, proposaient pour remplacer le maïs traditionnel. Le maïs traditionnel est celui que les paysannes et les paysans de cette région plantaient et mangeaient depuis toujours. Il a très bon goût, est très juteux et disponible gratuitement dans les greniers. Il reste tendre pendant longtemps après la cueillette et permet d'autres mets comme des gâteaux de maïs, des beignets de maïs, la bouillie de maïs et le « sanga » (plat camerounais constitué d'un mélange de maïs rappé, de feuilles de manioc écrasées et de jus de noix de palme). La solidarité du modèle de production et de développement paysan fait que les épis de ce maïs traditionnel circulent librement d'un paysan à un autre sans aucune contrepartie financière. Cela renforce la solidarité mécanique entre les paysannes et paysans

et assure l'approvisionnement du village en maïs en toute autonomie via une polyculture traditionnelle non spécialisée sur des terres dont la propriété est privée mais collective et communautaire.

Que vaut un maïs que ne mangent pas les insectes ?

Dans les années 2000, le gouvernement camerounais, les chercheurs camerounais en agronomie et leurs homologues français trouvèrent un nouveau maïs plus performant car génétiquement modifié. Il donnait des épis plus gros, des récoltes abondantes, était moins tendre, et avait un moins bon goût que le maïs traditionnel. Le nouveau maïs se conservait mieux et, surtout, n'était pas attaqué par les insectes et autres êtres vivants non humains. Dans son souci de mettre en place un modèle agricole de production intensive, les paysannes et les paysans ont été incités à adopter ce nouveau maïs et à abandonner le maïs traditionnel. Les premières semences du nouveau maïs ont été distribuées gratuitement aux paysannes et aux paysans dans de nombreux villages à tel point que les épis du maïs traditionnel se faisaient rares quelques années plus tard à cause de l'arrêt de leur reproduction. Devant son insatisfaction par rapport au nouveau maïs, ma mère m'entretint un matin : « *Ce nouveau maïs a des épis plus gros et produit plus. Il se conserve aussi mieux que notre maïs habituel car les insectes et autres charançons ne l'attaquent pas. Mais je me demande si un maïs que ne mangent pas les insectes est bon pour les êtres humains que nous sommes* ».

Alors que j'étais étudiant en thèse d'économie à l'UCLouvain, cette femme qui n'avait jamais été à « l'école des Blancs »² de toute sa vie, mais uniquement à celle de ses coutumes paysannes, venait, par ce raisonnement, de me faire redescendre sur terre. Par son évaluation aussi imparable que logique du maïs transgénique, ma mère, inculte aux yeux de l'écologie capitaliste, me montra



qu'elle était parfaitement au courant, tant des interdépendances entre vivants humains et vivants non-humains, que du fait que la qualité de la reproduction de la vie au sens large se fait dans une écologie soutenable lorsque les êtres vivants humains et les êtres vivants non-humains se disputent le même maïs, parce que celui-ci est bon pour la vie au sens large.

Ce n'est donc pas la productivité élevée d'une variété de maïs qui est l'indice et le gage de ses bienfaits pour le bien-être des humains, mais le fait que les êtres vivants non-humains se le disputent avec les êtres vivants humains au cœur d'une chaîne alimentaire garantissant leurs interdépendances. La séparation des vivants humains et des vivants non-humains s'avère, comme le montre le remplacement du maïs traditionnel par le maïs transgénique, être une des principales caractéristiques de l'écologie coloniale. Il s'ensuit un déclassement des cultures et des modes de vie de ceux qui sont colonisés par le capitalisme autant que leur écologie. Cela a été le cas de ma mère, des paysannes et des paysans de ce village, dans les années 2000 quand le maïs moderne chassa le maïs traditionnel parce que moins productif.

Le paradigme « Beyond Ujama »

L'introduction de ce nouveau maïs se voulait un acte de modernisation agricole. Elle obéissait à la révolution verte censée modifier le modèle écologique paysan et toute sa dimension humaine, solidaire et anthropologique vers un modèle écologique plus capitaliste et plus scientifique. « Ujama », la grande famille africaine en swahili, est le cœur de ce paradigme dont la modernité capitaliste et son écologie voulaient faire sortir l'Afrique. Il fallait aller « Beyond Ujama ».

En effet, les conséquences du maïs transgénique ne s'arrêtaient pas à la perturbation de la chaîne alimentaire entre êtres vivants humains et êtres vivants non-humains. Elles concernaient aussi la conception de la terre étant donné que, réputée souveraine car n'appartenant qu'à elle-même³, la terre est inaliénable dans les cosmogonies des peuples africains de la forêt. Cela ne fut plus le cas avec le nouveau maïs car, devant acquérir les semences du maïs transgénique qui, désormais, étaient mises en vente, contrairement aux semences communautaires du paradigme paysan traditionnel, les paysans ont été obligés de vendre des portions de leur terre pour avoir des revenus leur permettant de s'acheter des semences. Cela fit apparaître une écologie marchande qui ne faisait plus de la terre un liant communautaire inaliénable dont on prenait soin comme d'un commun, mais une marchandise. Elle devenait un capital foncier que chaque paysan cherchait à fructifier individuellement, étant donné les modalités capitalistes de l'appropriation privée individuelle de la terre contre

les modalités traditionnelles de son appropriation privée mais collective⁴. L'écologie marchande en sous-main de cette évolution verte capitaliste aliène la terre en en faisant une marchandise comme les autres puis fait dépendre les paysans des marchés fonciers, des marchés financiers et des marchés des semences transgéniques. Le déracinement puis la dépendance sont d'autres conséquences de l'écologie coloniale du capitalisme⁵.

Quelques enjeux liés à la permanence de l'écologie coloniale

Le capitalisme a colonisé le monde et a installé son écologie productiviste, raciste et ethnocidaire depuis le XV^e siècle. Le climat comme problème, l'appauvrissement de la biodiversité et la dégradation de l'environnement en sont les résultats authentiques desquels il faut sortir le système-terre. L'anthropocène comme époque-problème, comme Humain désormais responsable des bouleversements climatiques ou comme Humain-solution au sens où c'est aussi lui qui doit faire des réformes pour sortir de cette situation, est une continuation de la civilisation coloniale. Cela pour plusieurs raisons.

Le capitalisme perpétue la rationalité en surplomb d'un Occident qui, après avoir été central dans le productivisme du modèle industriel, est aujourd'hui central dans la construction du discours sur la soutenabilité sans tenir compte des savoirs et des connaissances sur la nature de plusieurs sociétés des Suds. Comment ceux qui ont tout détruit peuvent-ils prétendre donner des leçons de soutenabilité à certains peuples des Suds qui, avec des modes de vie différents, n'ont causé aucun dégât majeur à la terre ? La sensibilité technico-scientifique des sociétés européennes est-elle plus adaptée à la recherche des solutions de soutenabilité que la sensibilité préindustrielle et présocratique de plusieurs modes de vie à travers la terre ? L'Occident n'est-il pas en train de négocier une réforme du capitalisme et de la continuité de sa prospérité sur le dos des sociétés des Suds qui, après avoir été les combustibles du capitalisme mercantiliste et industriel, doivent se mobiliser pour sauver un capitalisme qui se veut désormais vert ?

Ces questions sont très importantes car ce sont toujours les mêmes qui gagnent (industrialisation du Nord, concepteur des politiques de soutenabilité et contrôleur de leur application) et ce sont aussi toujours les mêmes qui paient (les peuples des Suds qui ont moins gagné dans le capitalisme industriel, ont été esclaves, ont été exploités, ont vu leurs sociétés complètement déstructurées par la colonisation et reçoivent aujourd'hui des leçons de soutenabilité du Nord).



L'Occident n'est-il pas en train de négocier une réforme du capitalisme et de la continuité de sa prospérité sur le dos des sociétés des Suds qui, après avoir été les combustibles du capitalisme mercantiliste et industriel, doivent se mobiliser pour sauver un capitalisme qui se veut désormais vert ?

Cela montre le caractère crucial du récit et/ou du narratif de ce qui est arrivé au monde. Il n'est pas possible d'arriver à des transitions justes si le récit/le narratif de ce qui est arrivé écologiquement au monde n'est pas véridique afin de savoir quels ont été les rôles des uns et des autres dans la catastrophe actuelle. L'anthropocène n'est pas uniforme à travers le monde. Il ne peut avoir ni la même responsabilité ni la même priorité partout ! Sans un récit véridique, on ne peut rendre justice car on construira une justice climatique, écologique et environnementale sur des bases fausses qui vont en annuler la crédibilité des résolutions aux yeux des sociétés des Suds qui savent quel a été leur rôle dans l'écologie coloniale du capitalisme.

Si le Nord construit à la fois le discours sur le climat comme problème et le discours climato-sceptique comme doute de la véracité de ce problème et les attitudes politiques qui en découlent, comment, en étant juge et partie, prendra-t-il en compte les asymétries historiques et contemporaines qui pénalisent aujourd'hui de nombreux pays des Suds ? Comment combattra-t-il le racisme et la division inégalitaire du travail entre le Nord et le Sud ? Comment construira-t-il l'obligation de solidarité qui, avec le réchauffement climatique, cesse d'être une option des politiques de coopération au développement ? Comment la coopération au développement deviendra-t-elle

enfin une école d'apprentissages réciproques entre des mondes et des styles de vie différents ?

Sans trouver des réponses justes et équitables à ces questions et à bien d'autres, il sera très difficile de progresser vers des transitions justes et de permettre au maïs traditionnel du village de ma mère de ne pas être phagocyté par le maïs transgénique du productivisme capitaliste, sachant que c'est le style de vie capitaliste qui mène le monde droit au mur. N'est-ce donc pas le monde comme « Ujama » une des sources d'inspirations crédibles pour l'invention de la soutenabilité de nos écosystèmes ?

[1] Thierry Amougou, Professeur d'économie du développement à l'UCLouvain, ancien directeur du CriDis (Centre de recherches interdisciplinaires, Démocratie, Institutions, Subjectivités), Institut IACCHOS, et membre du Centre d'étude du développement (DVL) de ce même institut, spécialiste d'économie politique et d'économie du développement dans une perspective hétérodoxe, il s'intéresse aux pratiques d'économie populaire en Afrique, ainsi qu'aux fondements anthropologiques du développement et des rapports Nord-Sud. Il est membre du haut comité d'experts pour la transition juste mis en place par la ministre belge du Climat.

[2] Cheikh Hamidou Kane, 1962, *L'aventure ambiguë*, 10/18.

[3] Danouta Libertska-Bagnoud, 2023, *La souveraineté de la terre. Une leçon africaine sur l'habiter*, Paris, Seuil.

[4] Göran Hyden, 1981, *Beyond Ujama in Tanzania. Underdevelopment and Uncaptured peasantry*, Presses de l'Université de Californie

[5] Simone Weil, 2021, *L'enracinement. Prélude à une déclaration des devoirs envers l'être humain*, Paris, Payot.

Faire de **L'ÉGALITÉ** le cœur des politiques

Inondations récentes en Espagne, catastrophe de 2021 en Wallonie, sécheresses et canicules de plus en plus récurrentes. Les effets du dérèglement climatique se font sentir partout, de l'Europe à la Belgique, touchant de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables. Et ce, sans oublier que c'est en Afrique, en Asie et en Amérique latine que les catastrophes les plus violentes se font sentir. Face à ce constat, le duo inséparable fait de la justice climatique et environnementale, d'une part, de la transition juste, de l'autre, s'impose comme un enjeu central pour garantir que nous revenions dans les limites planétaires tout en luttant activement contre les inégalités.

Pepinster, juillet 2021.

© Eric de Mildt





otre climat ne se dérègle pas par hasard : en deux siècles, l'humanité a envoyé plus de 1.500 milliards de tonnes de CO² et autres gaz à effet de serre (GES)¹. Principales raisons : l'exploitation massive des énergies fossiles (pétrole, charbon et

gaz), la déforestation massive et l'agriculture. Résultat : nous nous dirigeons à pas de géants vers un réchauffement de 1,5 degré par rapport à la normale, seuil au-delà duquel le système climatique entrera réellement en zone de turbulence. Sans effort supplémentaire, c'est même un réchauffement de 3 degrés, voire plus, qui s'annonce.

Des responsabilités inégales

Mais si « l'humanité » est responsable de cette dérive, de grandes disparités se cachent derrière les moyennes. Disparités internationales, d'abord : en deux siècles, les pays les plus riches de la planète, qui ne représentent que le sixième de la population mondiale, ont émis environ 70 % des GES. A côté de cela, l'Afrique (un huitième de la population) n'est responsable que de 3 % du même total.

Sous l'angle social, même constat : selon Oxfam², les 10 % les plus riches de la population mondiale sont responsables d'environ la moitié des émissions de GES actuelles... ce qui veut dire autant que les 90 % restants ! Pire, le 1 % le plus riche émet deux fois plus de gaz à effet de serre (15 %) que la moitié la plus pauvre de la même population. Ces mêmes constats se reproduisent en Belgique, même si les écarts sont moins spectaculaires : les émissions des 10 % les plus riches y sont quatre fois plus élevées que celles des 10 % les plus pauvres³.

En résumé, si c'est ensemble que nous faisons face à un sérieux problème, ce constat ne doit pas nous dédouaner de l'analyse des responsabilités : oui, certains pays sont nettement plus responsables que d'autres ; oui, c'est aussi le cas de certaines catégories de la population : les plus riches d'entre nous en particulier. C'est la première dimension de l'injustice climatique.

Des conséquences tout aussi injustes

Deuxième dimension : les conséquences du dérèglement ne se font pas sentir de la même manière pour tout le monde. Avec les mêmes lignes de clivage que celles que nous observons concernant les responsabilités. En effet, devant des inondations, sécheresses ou incendies, votre capacité à faire face dépendra de votre degré de vulnérabilité, qui est influencée par trois critères : l'exposition (le risque que des catastrophe surviennent à l'endroit où vous vivez), la sensibilité (la manière dont la

Les canards à la queue leu leu :
allusion à la mobilité douce ou aux files de voitures
bloquées dans le trafic urbain ?
Sculpture environnementale de Wim Delvoye,
place de la Vaillance à Anderlecht.

*Les politiques mises en place sont
bien souvent pensées en fonction
de l'image dominante de la famille
de classe moyenne, et tendent
donc à privilégier les membres
de cette dernière, par rapport
aux milieux populaires.*

catastrophe vous impactera)
et la capacité à s'adapter à ces
changements, en minimisant les
dommages.

Or, force est de constater que là
encore, nous ne sommes pas à
égalité : certains pays et catégories
de population sont beaucoup
plus exposés que d'autres... et ce sont ceux qui sont les plus
sensibles aux conséquences du dérèglement ! On l'observe
d'abord au niveau international : les pays en développement sont
ceux qui affrontent les impacts les plus violents du dérèglement
climatique. Or, notre histoire marquée par la colonisation et
l'extractivisme a fait que ces pays sont ceux qui ont le moins de
moyens pour y faire face.

Le même constat peut être fait au niveau social, à l'intérieur d'un
même pays. L'exemple le plus frappant en Wallonie est celui des
inondations de 2021. L'histoire industrielle de notre pays fait que
dans la plupart des centres-villes, les abords des rivières et les
zones inondables sont majoritairement habités par les classes
populaires. C'est le cas de Verviers : quand la rivière y a débordé,
ce sont d'abord les habitations des plus précaires qui ont été
détruites. Et bien évidemment, ce sont les mêmes qui ont eu le
plus de mal à obtenir des indemnités de la part des pouvoirs
publics et des assurances privées, pour une multiplicité de
raisons. Ce constat se reproduit sur de nombreux indicateurs
de santé et d'environnement. Conséquence : l'Observatoire
bruxellois de la santé et du social a mis en évidence que
l'espérance de vie est de cinq ans plus élevées à Woluwe-Saint-
Pierre qu'à Saint-Josse-ten-Noode⁴ ! Et bien entendu, sur ce

sujet comme sur d'autres,
les inégalités financières
viennent s'additionner
à d'autres sources de
discrimination, telles que
le genre ou l'origine des
personnes concernées.

Et même pas égaux face aux solutions !

La coupe est pleine ? Malheureusement pas encore... Aux
injustices dans les responsabilités et face aux conséquences
viennent s'ajouter celles que l'on constate dans les solutions.
En effet, non seulement les politiques mises en place sont
insuffisantes, mais bien souvent, elles ne tiennent que bien peu
compte des besoins des premières personnes concernées.
Cela commence par la préparation des décisions : trop peu
d'espace de démocratie participative existent et, quand des
consultations citoyennes sont organisées, elles ont tendance à
donner une place privilégiée aux personnes qui disposent des
moyens relationnels, intellectuels et financiers pour prendre le
temps d'y participer et oser y prendre la parole. Conséquence :
les politiques mises en place sont elles-mêmes bien souvent
pensées en fonction de l'image dominante de la famille de classe
moyenne, et tendent donc à privilégier les membres de cette
dernière, par rapport aux milieux populaires.

Deux exemples de ce type de phénomène : le logement et
la mobilité. Ces deux domaines font partie des principales
priorités d'action pour faire baisser les gaz à effet de serre
d'un pays comme la Belgique. Premièrement, le bâti belge,



© Massimo Bortolini

est particulièrement mal isolé. Si nous voulons atteindre nos objectifs climatiques, il est indispensable de rénover en profondeur un minimum de 3 % des bâtiments et ce, chaque année. Or, le rythme actuel peine à dépasser 1 %. Pour répondre à cette urgence, les pouvoirs publics ont depuis de nombreuses années privilégié les politiques de primes à la rénovation pour les propriétaires de la classe moyenne. Ce type de politique a son utilité, bien sûr, mais les mêmes moyens pourraient être utilisés pour lancer un vaste plan de rénovation des logements sociaux et de rénovation collective dans les quartiers populaires, par exemple, qui aurait donc un impact positif à la fois sur le climat, sur le droit au logement... et sur le budget de la sécurité sociale: une étude de la fondation Eurofound⁵ a mis en évidence que chaque euro investi dans l'isolation thermique des logements des 10 % les plus pauvres de la population belge serait récupéré en moins de trois ans sur les soins santé.

Deuxièmement, on a pu voir combien les politiques visant à changer en profondeur la mobilité en ville pouvaient crisper une partie de la population. Ne nous voilons pas la face : pour remplir nos objectifs non seulement en matière de climat, mais aussi tout simplement de santé publique, il nous faudra diminuer le nombre de voitures qui circulent dans nos villes. L'auto ne va pas disparaître, mais elle va devoir rendre une partie de la place qu'elle a prise aux piétons, cyclistes et transports en commun depuis les années 1950. Toute la question est de savoir comment on y arrive, et les épisodes de résistance auxquels on a assisté ces dernières années dans des communes comme Anderlecht ou Schaerbeek ne sont pas juste le fait de quelques râleurs probagnoles (même si ceux-ci n'étaient jamais loin...). Si l'on veut changer la ville, il est primordial de le faire avec les personnes

concernées, et d'associer les inévitables restrictions à la liberté individuelle de polluer avec des améliorations concrètes qui répondent aux attentes des mêmes personnes.

Justice climatique et transition juste

Face à ces injustices multiples, deux idées jumelles ont pris place dans le débat public, jusqu'à se retrouver ancrées dans l'Accord de Paris : la justice climatique et la transition juste. La première fait surtout référence à la nécessité de tenir compte des inégalités internationales. La seconde a trait à tous les mécanismes permettant d'assurer la justice sociale et le dialogue sur le chemin qui doit nous sortir de l'économie du carbone. Deux concepts qui se traduisent dans une multiplicité de mesures concrètes, mais qui imposent avant tout une attitude générale de responsabilité : face à une crise existentielle pour l'humanité, mais qui touche certaines parties d'entre elles plus que d'autres, la seule attitude qui tienne la route est de réparer les injustices, en offrant plus d'accompagnement dans les situations de fragilité, mais aussi plus de contraintes pour les puissants de ce monde qui refusent d'avancer. ▀

[1] Le CO2 n'est pas le seul gaz à effet de serre : le méthane, le monoxyde d'azote et d'autres gaz contribuent aussi à cet effet ; mais le CO2 étant quantitativement le plus important de ces gaz, le potentiel de réchauffement de chaque gaz est, par convention, ramené à son « équivalent CO2 ».

[2] Oxfam International, *Les inégalités carbone tuent*, octobre 2024.
[3] B. Cantillon et M. Hudon (dir), *Vers une transition juste en Belgique : Mémoire politique*, novembre 2023.

[4] BX1, *L'espérance de vie d'un nouveau-né à Saint-Josse moins longue qu'à Woluwe-Saint-Pierre*, janvier 2020.

[5] Eurofound, *Inadequate housing in Europe: Costs and consequences*, 2016.

Making of d'une **CRÉATION de lumières**

Nathalie **CAPRIOLI**

© Atelier photo MCCS



Dans l'exposition collective Light&Face, des jeunes ont osé se montrer tels qu'ils et elles sont – même si ce n'est pas évident de lâcher son image ! C'est lors de l'atelier photo-ciné animé par un tandem passionné – son fondateur et responsable Zakaria El Bakkali et la photjournaliste Johanna de Tessières – que le groupe s'est initié à la technique tout en se frottant aux questions du sens des images, dans notre société où celles-ci nous envahissent, nous échappent, nous manipulent parfois à notre insu.



Deux mètres de haut sur un de large. Ce n'est pas rien. Ça provoque quel effet de voir sa photo surdimensionnée accrochée dans des expositions et placardée dans les rues de Molenbeek?

Laura (18 ans) : « J'aime bien le fait d'être en grand format et que tout le monde nous voit. Ça représente quelque chose pour moi : ça montre que je suis passionnée et que j'existe. Que je ne suis pas invisible ». Mohammed (26 ans) : « Mon image que vous voyez en grand ? Sachez qu'on m'a forcé [rire] ! Le but premier pour moi n'était pas de me dévoiler, mais de montrer notre capacité à créer du beau ». Rayan (19 ans) : « Je ne m'étais jamais vu en grand comme ça. C'était trop bien ! Au début, ça fait bizarre. Mais je suis content que tout le monde puisse voir le résultat de nos efforts ».

Leurs efforts furent en effet à la mesure des tirages. XL ! Certes, le qualificatif semble un rien exagéré, mais voyez plutôt. Tout commence en septembre 2022, à l'atelier ciné-photo animé par Johanna de Tessières et Zakaria El Bakkali, à la Maison des cultures et de la cohésion sociale à Molenbeek. Contextualisation avec Zakaria : « Chaque année, en septembre, nous partons d'une page blanche pour démarrer un nouveau projet avec un groupe mixte : des jeunes entre 15 et 19 ans, anciens comme nouveaux arrivés, toutes et tous habitant le quartier. Nous travaillons d'abord la technique. Johanna les initie en plus à l'histoire de la photographie ». « Nous ne faisons pas que de la photo, enchaîne Johanna. Nous apprenons à nous connaître. Nous parlons de tout, de leurs études, de culture, de leur éducation, de leur avenir. De l'amour aussi. On s'amuse beaucoup. Tout peut être dit, sans jugement ».

À la recherche d'un modèle

Zakaria : « Lors de nos échanges, je me suis rendu compte que la culture ne fait pas partie de la priorité des jeunes. C'est logique : il faut d'abord travailler, gagner de l'argent, avoir la sécurité. Ils n'ont jamais imaginé que Johanna puisse vivre de son métier. Ils n'ont jamais pensé non plus qu'ils pouvaient avoir leur place dans une école de cinéma, de journalisme ou de photo. Ces études n'ont pas de sens pour eux car elles ne sont pas censées déboucher sur un travail ». De plus, relève Johanna, la diversité n'est que peu représentée dans sa profession. De fait, près de 6 % des journalistes belges se considèrent comme membres d'un groupe minorisé en raison de leur orientation sexuelle (5,4 %) ou de leur genre (5,7 %). 3,4 % s'identifient à des groupes minorisés en raison de leur couleur de peau ou de leurs origines ethniques, et 1,5 % en raison de leur religion ou de leurs convictions philosophiques¹. Bref, peut mieux faire en termes de diversité. Lorsqu'on n'a pas de modèles auxquels s'identifier, le jeune ou son entourage peut conclure que ce métier n'est pas fait pour lui. Ce que confirme l'un des participants de l'atelier : « Quand je disais à mes parents que je voulais devenir photographe professionnel, ils voyaient ça comme un métier trouble. Grâce à l'exposition, ils ont concrétisé que c'était vraiment ma passion et pas juste un truc sur le côté ».

Une génération saturée d'images

Selon diverses sources, la génération Z (pour parler des jeunes de 15 à 27 ans) est rivée à un écran entre 4h30 et 7h en moyenne par jour ; et il n'y a aucune raison que les jeunes adultes de l'atelier photo échappent à ce phénomène. D'où l'intérêt de questionner le rôle des images dans la société. Hors du langage, quels messages véhiculent-elles ? Loin

d'un cours théorique, Johanna et Zakaria ont alors transmis comment lire et décoder ce que l'on perçoit. Autrement dit, comment reprendre le contrôle des images, et plus spécifiquement de son image.

Zakaria : « On peut évidemment utiliser les réseaux sociaux, mais sans pour autant verser dans la frénésie. Ce qui exige une réflexion, un regard critique, un recul que les jeunes n'ont pas nécessairement avant de fréquenter notre atelier. Mais une fois sensibilisés, ils ne publient plus n'importe quelle photo. Plutôt que de consommer les images, ils apprennent à les maîtriser ».

Les commentaires de trois jeunes participants entrent en résonance avec l'approche de Zakaria. Laura (18 ans) : « Malgré le fait que j'appartiens à cette génération, je trouve que les jeunes consomment trop d'images. De un, on gagnerait à en produire moins. De deux, on ne peut plus se contenter de ce type de photos. Il faut aller plus loin que ce que la vue permet de voir ». Nour (18 ans) : « Nos photos n'ont pas la même valeur que celles prises à la chaîne avec un smartphone. Nous avons fait tout un travail de réflexion et de préparation technique. L'image devient plus précieuse ». Wael (17 ans) : « Nos photos n'ont pas été prises comme ça, banalement. Derrière chaque portrait, il y a une recherche



© Atelier photo MCCS



esthétique, des jeux de lumière et de reflets ». Roly (20 ans): « On a fait plus attention au côté technique, que ce soit le cadrage, l'émotion qu'on veut transmettre, la position des gens, la beauté de la chose, le regard, la lumière, tous ces paramètres. On n'a pas envie de prendre 10 ou 20 photos d'un coup. On est plus consciencieux et précis ».

Ainsi, dans le projet Light&Face, la quinzaine de jeunes soutenus par les deux photographes professionnels ont travaillé des portraits avec des filtres et des jeux de lumière, pas seulement pour faire joli, mais surtout parce que les effets produits ajoutent du sens à la (re)présentation d'eux-mêmes. Capture d'un instant unique, dans une pose paradoxalement naturelle et recherchée, la photo donne à voir une image positive en mouvements lumineux.

Portraits originaux et authentiques

« L'exposition ne présente pas la jeunesse de Molenbeek, mais 30 jeunes, toutes et tous différents et singuliers », souligne Johanna. Ce que confirment, avec leurs mots, les apprentis photographes. Adriana (20 ans) : « Mon père était très content pour moi. Il l'a raconté à tous ses copains. Mes parents ont encadré mes photos et les ont mises sur leur fond d'écran. C'est mignon ». Wael (17 ans) : « Chaque modèle a sa personnalité propre qui apparaît dans ou derrière les photos que vous voyez. L'un a joué avec la lumière, tandis qu'une autre a préféré la part plus sombre. Chacun a son histoire derrière sa photo. Et cette histoire, c'est au modèle à la raconter. En tout cas, derrière la caméra, j'ai vu que chaque modèle est différent ». Roly (20 ans) : « Certains considèrent la photo comme un art. Ils vont l'interpréter, ressentir à leur manière une couleur ou les jeux d'ombre ». Nour (18 ans) : « J'ai l'impression qu'il y a une histoire derrière chaque photo

que chacun peut imaginer différemment ». Wassim (19 ans): « Ce n'est pas le photographe mais le modèle qui choisit le message derrière la photo ». Laura (18 ans) : « En regardant les photos, on voit bien que chaque modèle est venu avec son idée que les photographes ont ensuite exécutée. On ne connaît pas les personnes sur les photos, mais on peut observer la diversité dans la façon dont elles ont envie de se regarder et de se montrer. C'est intéressant de voir que chaque jeune est différent. Ici, ils ont pris la parole, ils ont pris le contrôle de leur image et la façon dont on les perçoit ».

La parole des jeunes

Laura n'est pas la seule à pointer le manque de reconnaissance de leur légitimité à s'exprimer, problème qui émerge entre autres dans les médias, quand des adultes se permettent d'extrapoler sur « la jeunesse » de Molenbeek sans presque jamais tendre le micro aux premiers et premières concernées. « Mais les choses évoluent, relève Mohammed (26 ans). De plus en plus de personnes prennent la peine de



© Atelier photo MCCS

Avec Sarah Amazzou, Singele Amelia, Imène Ayssaoui, Mamadou Bah, Wael Ben Sliman, Najim Bozanih, Firdaouss Derrazi, Miryam El Bahri, Youstra El Khabli, Abdelali El Hajioui, Rania Hammani-Khoms, Rayan Hannachi, Mohamed Harag, Samira Loughridi, Yassine Massouab, Laziqani Nour, Adriana Rata, Salim Salam, Wassim Salam, Adam Sami, Juliette Viole, Lala Zouagui.

venir vers nous et de demander notre opinion ». Et Johanna de compléter, à partir de son expérience de photojournaliste : « *Je prêche un peu contre ma propre chapelle mais je trouve réducteur que nous, journalistes et photographes, disions notre façon de voir le monde, alors qu'il serait plus intéressant de donner davantage la parole aux autres pour qu'ils s'expriment sur leur propre vie et leur propre quartier. Je me suis d'ailleurs toujours demandée pourquoi il existait tant de fantasmes² sur Molenbeek...* ».

Au fait, que sait-on de cette commune qui, en 2016, fut surmédialisée quasi mondialement ? Quelques chiffres³ en dressent bien un certain profil : on sait par exemple qu'en 2014, 27 % de sa population a moins de 18 ans (contre 21 % à l'échelle de la Région bruxelloise) ; en 2022, 11 % recevaient un revenu d'intégration sociale (contre 6 % en RB) ; et la même année, le taux de chômage des 15-24 ans atteignait les 31 % (contre 24 % en RB). Cependant, ces statistiques ne montrent pas le *petit plus* que Johanna perçoit : « *Parmi les communes les plus jeunes, Molenbeek apporte une dynamique et une énergie. Les jeunes ne sont pas blasés. Ça veut dire que, dès qu'on leur propose des projets, ils sont hyper créatifs parce qu'ils sont habitués à être débrouillards, vu que tout ne leur est pas automatiquement donné. Pour moi, ce sont de bonnes conditions pour bosser* ».

Pour une fois, se mettre en avant

A travers la collection de portraits, les jeunes ont été attentifs à donner une image positive d'eux-mêmes, et peut-

être de leur quartier. Quant à savoir si leur travail est parvenu à désagréger des stéréotypes, ils ont leur avis, à commencer par une anecdote cocasse : « *Je ne sais pas comment, mais ma photo a fini au commissariat du Comte de Flandre. Mes parents ont cru que j'étais recherché !* ». Rayan (19 ans) : « *Quand tu dis que tu vis à Molenbeek, on te répond : "Ah oui ! La drogue, les vols, les armes..." Dans les journaux, Molenbeek ressemble à un océan d'agressivité. Par contre, les projets culturels portés par des jeunes – qu'ils soient belges, fils d'immigrés ou bien immigrés – ne sont pas assez mis en valeur* ». Inès (21 ans) : « *J'ai parfois l'impression que les jeunes de Molenbeek qui se lancent dans des projets artistiques ou autres ne sont pas pris au sérieux. Alors qu'on est comme tout le monde en fait : on est jeunes, on a de la créativité, on a la tête pleine de projets* ». Mohammed (26 ans) : « *Notre travail casse des stéréotypes. On peut avoir un fossé de compréhension à propos d'une même image. Mais une fille voilée est avant tout une personne, qui a sa personnalité, ses rêves, ses idées. En nous mettant en avant, le but n'est pas de dire qu'on est plus fort que les autres. On veut juste montrer qu'on est capable de créer autant que les autres. Le but est de nous confondre à la société. Nous faisons tout simplement partie de la société* ». ▶

[1] Manon Libert, Florence Le Cam, Coraline Lethimonnier, Bart Vanhaelewyn, Sarah Van Leuven & Karin Raeymaeckers, Portrait de journalistes belges en 2023, Gent, Academia Press, 2023, pp. 13-14. Disponible en ligne : www.ajp.be

[2] Sur la déconstruction des stéréotypes : « Direction Molenbeek.

Focus sur le capital humain d'une commune surmédialisée », in *Agenda interculturel* 330, mais 2016.

<https://www.cbai.be/agenda-interculturel-n330/>

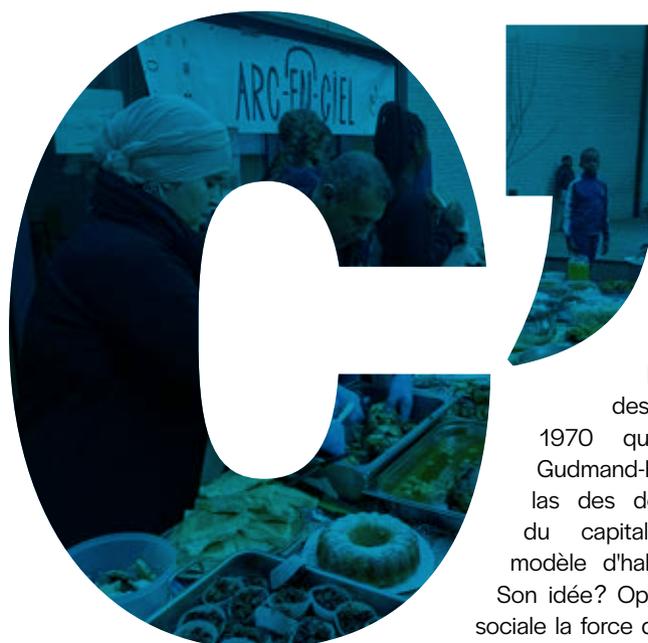
[3] Ibsa, Institut bruxellois de statistique et d'analyse.

Jardins PARTAGÉS

et paliers généreux

architecte Yassine **BELKHAYYAT-HASSANI**

architecte, PhD, enseignant
à La Cambre Horta et à l'UCLouvain Gregorio **CARBONI MAESTRI**



Entre mal-logement et spéculation immobilière, Bruxelles palpate aussi au rythme de nouvelles formes de gestion démocratique de son espace.

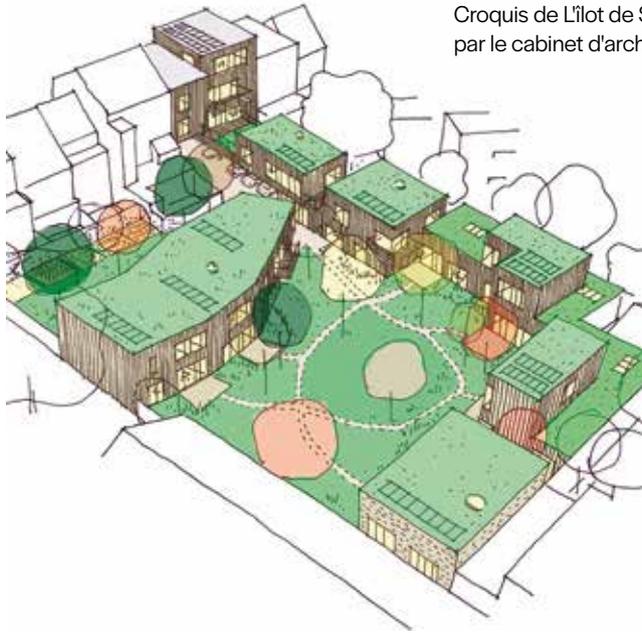
Dans cette dynamique en faveur des solidarités et de la socialisation, quelle est la responsabilité sociale des architectes pour penser et concevoir une cohabitation participative qui dessinerait la ville en un mieux collectif ?

Et d'abord, quels sont les exemples inspirants d'un possible dépassement des rapports sociaux dominants ?

est dans les brumes scandinaves des années 1960-1970 que l'architecte Jan Gudmand-Høyer (1936-2017), las des dérives individualistes du capitalisme, imagina un modèle d'habitat révolutionnaire¹. Son idée? Opposer à l'atomisation sociale la force du collectif, en créant des espaces où la mutualisation des lieux de vie et la participation active des résidents deviendraient le socle d'une nouvelle solidarité. Le «cohousing», comme on l'appellerait plus tard, repense les rapports entre habitants, repense le privé et le commun, l'individu et le collectif².

L'architecture, dans cette vision novatrice, n'est plus un simple réceptacle de la vie sociale, mais devient son catalyseur actif. L'architecte imagine alors des dispositifs spatiaux précis : des cuisines communes généreusement dimensionnées, des jardins partagés pensés comme des extensions naturelles des logements, des salles polyvalentes modulables selon les besoins de la communauté. Chaque détail est conçu pour favoriser les rencontres, les échanges, la construction d'une communauté³.

Croquis de L'îlot de Spiegel à Bruxelles, adapté pour l'habitat participatif par le cabinet d'architecture Stekke and Fraas.



La Bruxellisation

Pendant que le Danemark expérimente des modèles de vie communautaire novateurs, la Belgique des années 1970 voit disparaître ses industries et son passé de métropole coloniale. Bruxelles, devenue une « capitale-laboratoire » d'une modernité bureaucratique, évolue en privilégiant une image internationale et moderne. Les classes populaires, moins intégrées dans cette vision urbaine, sont peu à peu reléguées en périphérie.

S'ouvre ainsi l'ère de la « Bruxellisation » : le patrimoine est sacrifié sur l'autel de la spéculation, tandis que les élites orchestrent la précarisation des masses. La spéculation immobilière, encouragée par les pouvoirs publics, devient le moteur de la transformation urbaine. Les quartiers populaires sont livrés aux appétits des promoteurs, expulsant leurs habitants historiques. Des quartiers entiers sont éventrés, remplacés par des tours de bureaux. La politique et le béton scellent ainsi un pacte où l'urbanisme devient l'arme d'une guerre de classe à peine déguisée⁴.

Ghettoïsation et gentrification

La cité devient le théâtre d'une stratégie parfaitement exécutée. D'un côté, on importe une main-d'œuvre bon marché, qu'on parque dans des ghettos délimités. De l'autre, on saborde l'éducation nationale, dernier rempart contre l'exclusion. Dans les écoles des quartiers pauvres, on crée des générations d'enfants parlant un sociolecte qui les enferme davantage dans leur condition, tandis que les élitistes perpétuent la reproduction de classes⁵.

Bruxelles, consacrée comme siège des institutions atlantistes, voit affluer une nouvelle caste d'« expatriés » aux côtés des « immigrés ». Cette internationalisation accélérée – et célébrée – masque mal les fractures qui se creusent. Et si, jusqu'aux années 1990, le logement reste relativement accessible, le basculement néolibéral va transformer la donne. Les prix vont s'envoler – multipliés par 14 depuis 1973 en termes nominaux, ils quadruplent après correction de l'inflation jusqu'en 2024 – exacerbant les tensions sociales. A partir des années 2000, la gentrification avance comme une marée, repoussant encore une fois les classes populaires et créant une ville à deux vitesses où la mixité sociale et le multiculturalisme tant vanté par Bruxelles ne sont qu'un slogan⁶.

Un modèle de communauté solidaire

C'est dans ce contexte qu'émerge, en 2012, le Community Land Trust Brussels (CLTB). Son principe : dissocier la propriété du sol de celle du bâti, afin de sanctuariser des terrains hors de la frénésie spéculative. Le trust conserve la propriété foncière, garantissant ainsi la pérennité de logements abordables, tandis que les habitants deviennent propriétaires de leurs murs.

Le dispositif ne se contente pas d'offrir des logements à prix modérés : il place la participation des habitants au cœur de son fonctionnement. Chaque projet est conçu, développé et géré avec les futurs résidents, dans une logique qui tranche avec un paternalisme habituel de nombreuses politiques sociales. Les espaces communs, généreux et multifonctionnels, favorisent l'émergence d'une communauté solidaire, où l'entraide n'est pas un slogan, aujourd'hui comme à l'époque d'ailleurs.



© Yassine Belkhayat-Hassani

Habitat participatif à Bruxelles, initié par le Community Land Trust Brussels (CLTB).

Mais ne nous leurrions pas : le CLTB, pour vertueux qu'il soit, n'est qu'une étincelle dans la nuit des maux bruxellois. En 2017, un an après les attentats, la capitale se dessine en statistiques terrifiantes : 28 % de sa population croupit sous le seuil de pauvreté. Les quartiers populaires voient le chômage s'abattre sur les jeunes et les femmes d'origine immigrée. À Molenbeek, un jeune sur trois reste sans emploi ; à Saint-Josse, 28 % des femmes cherchent vainement un travail. Le taux d'homicides, avec ses 3,28 pour 100 000 habitants, rivalise encore aujourd'hui avec ceux du Liberia ou de la Moldavie – une statistique qui rend pâle la Suisse ou l'Italie, où l'on enregistre des chiffres sept fois inférieurs⁷.

Face à cette situation difficile, les discours politiques mettent en avant des principes tels que l'équité et la diversité, mais peinent à répondre aux réalités vécues par une grande partie de la population. Bien que des initiatives comme le Community Land Trust Brussels (CLTB) apportent des solutions encourageantes, elles ne suffisent pas à elles seules. Pour agir efficacement face aux défis du logement et de l'intégration sociale, il est essentiel de repenser en profondeur notre approche : cela pourrait inclure des réformes structurelles, comme l'utilisation de bureaux

vacants ou un plan renforcé de construction de logements sociaux. Avec un soutien institutionnel accru et des stratégies orientées vers le long terme, des initiatives comme le CLTB pourraient véritablement contribuer à transformer le tissu social et urbain de Bruxelles.

L'architecture dans la cohabitation participative

La cohabitation participative pourrait pourtant, dans l'attente de transformations radicales, offrir une alternative. Non pas comme solution miracle aux maux de la ville, mais comme laboratoire d'une autre façon d'habiter, où la solidarité transcenderait les clivages entretenus par les élites. Les systèmes de propriété partagée, en rompant avec la sacro-sainte propriété spéculative, dessinent les contours d'un possible dépassement des rapports sociaux dominants.

En ce sens, l'architecture elle-même devra être repensée. Plus qu'un simple exercice formel, elle devient dans cette optique un outil politique, façonnant des espaces propices à l'échange et à la résistance collective. Les cours partagées,

les jardins et salles communautaires : autant de lieux où peut germer une conscience renouvelée. L'architecte n'est plus le démiurge au service du capital, mais l'artisan de l'espace qui contribue à une transformation sociale.

Malgré des avancées timides, un nombre croissant d'architectes commence à aborder ces questions dans le monde. En Belgique le bureau d'architecture italien Dogma (Piervittorio Aureli et Martino Tattara), travaille depuis longtemps sur ces thématiques. Leur démarche va au-delà des projets et publications : leur exposition récente, *New Ways of Living*, présentée aux Halles Saint-Géry, a invité le public à repenser la manière dont nous habitons ensemble, questionnant les modes de vie individualistes et la place de la communauté dans l'urbain.

D'autres architectes embrayent sur cette lancée. La chercheuse italienne Marta Malinverni (UCLouvain) est occupée à poser les jalons de l'une des premières recherches doctorales sur ce sujet, et plus récemment, Yassine Belkhayyat-Hassani, co-auteur de cet article, a conclu son parcours académique à l'ULB avec un mémoire consacré à ces problématiques⁷.

Une empreinte politique à renforcer

Ces travaux, encore marginaux dans le champ, pointent la nécessité de repenser la production de l'habitat. Ces recherches démontrent que l'architecture participative n'est pas qu'une question de forme ou fonction, mais un outil de transformation. Elles révèlent comment l'organisation spatiale peut soit perpétuer les rapports de domination, soit favoriser l'émergence de nouvelles formes de solidarité.

Force est pourtant de constater que le mal-logement reste le parent pauvre de l'enseignement architectural, symptôme d'une discipline souvent complice des logiques marchandes. Les écoles d'architecture, vassalisées par les intérêts du capital, forment des techniciens dociles plutôt que des penseurs. Les programmes pédagogiques ignorent souvent les questions sociales les plus urgentes. Cette formation au service du marché produit des architectes fréquemment déconnectés des réalités populaires, peu préoccupés par la transformation sociale.

Emanciper une discipline trop soumise

Les centres de recherche, les institutions culturelles, les revues spécialisées : tous détournent pudiquement le regard des questions brûlantes du logement précaire et de l'itinérance, pendant que des millions de manœuvres s'entassent dans des logements insalubres du monde entier. Cette myopie n'est pas innocente : elle reflète la soumission de la discipline aux intérêts dominants, son incapacité à penser une pratique émancipatrice.

Le rôle de l'architecte dans la lutte des classes ne saurait pourtant être négligé. Par son travail sur l'espace, il peut soit renforcer les mécanismes de ségrégation sociale, soit contribuer à créer les conditions spatiales d'une émancipation collective. La cohabitation participative offre ici un terrain d'expérimentation fertile : comment concevoir des espaces qui favorisent la conscience plutôt que l'individualisme ? Comment l'architecture peut-elle contribuer à la construction d'une contre-hégémonie ?

Les réponses passent entre autres par une réflexion sur les espaces de transition, ces zones tampons entre privé et public où se joue la socialisation. Cours intérieures, paliers généreux, jardins partagés, ateliers collectifs : autant de lieux qui peuvent devenir les creusets de sociabilité. L'organisation spatiale doit favoriser les rencontres, les échanges, la construction d'une solidarité concrète.

La question des matériaux et des techniques n'est pas non plus anodine. Face à l'industrialisation capitaliste du bâtiment, qui standardise et déshumanise, la cohabitation participative peut promouvoir des solutions constructives appropriables par les habitants. L'auto-construction assistée, les chantiers participatifs, l'utilisation de matériaux locaux : autant de moyens de redonner aux classes populaires la maîtrise de leur vie.

Laboratoire d'une ville post-capitaliste !

Mais ne nous y trompons pas : sans une remise en cause des rapports de propriété et de production, sans une lutte contre la spéculation et l'exploitation, elle risque de rester une



© Yassine Belkhayat-Hassani

Projet Arc-en-ciel d'habitat participatif à Bruxelles, initié par le Community Land Trust Brussels (CLTB).

expérience marginale. Les initiatives comme le CLTB, aussi vertueuses soient-elles, ne peuvent à elles seules renverser la logique de l'actuel régime des minorités possédantes.

C'est donc à un basculement de la société faut œuvrer, où l'habitat collectif ne serait plus l'exception mais la règle, où la propriété privée du sol céderait la place à une gestion démocratique de l'espace. La cohabitation participative peut constituer un laboratoire de cette transformation, un espace où s'inventent de nouvelles formes de vie, où s'expérimente la possibilité d'une ville post-capitaliste.

Cette expérimentation ne prendra tout son sens que si elle s'articule à un projet plus large de transformation. Les architectes progressistes ont ici un rôle à jouer : non pas comme démiurges imposant leur vision d'en haut, mais comme auxiliaires techniques d'un mouvement populaire d'appropriation de l'urbain. Car c'est dans la lutte collective des exploitées que se dessineront les contours de la ville, une cité libérée de la dictature du profit, où l'habitat ne sera plus marchandise mais droit. ■

[1] [1] Larsen, H. G. (2019). Three phases of Danish cohousing: tenure and the development of an alternative housing form. *Housing Studies*, 34(8), 1349–1371.

[2] Iorio, A. (2015). *Le cohousing : un nouveau mode d'habiter ?* *Socio-anthropologie*, 32, 87-101.

[3] Ghodsee, K. R. (2023, juin 28). *Living communally can make us less lonely*. The Nation. <https://www.thenation.com/article/society/family-architecture-housing/>

[4] Comhaire, G. (2012). Activisme urbain et politiques architecturales à Bruxelles : le tournant générationnel. *L'Information géographique*, 76(3), 9-23.

[5] Petitat, A. (1999). *École et production-reproduction de la société : les théories générales*. Production de l'École - *Production de la société Analyse socio-historique de quelques moments décisifs de l'évolution scolaire en Occident*. (19-66). Droz.

Voyez aussi « Se loger à Bruxelles. Droits dans le mur », in *Imag*, n° 370, janvier-février 2024, https://www.cbai.be/imag370_janfev-2024/

[6] Van Crielingen, M. (2009). La gentrification comme projet politique global. *Espaces et sociétés*, 132-133(1), 215-240.

[7] Christian Dessouroux, R., Bensliman, N., Bernard, S., De Laet, F., Demonty, P., Marissal, & Surkyn, J. (2016). *Le logement à Bruxelles : diagnostic et enjeux*. Brussels Studies, Synopses, (99). <http://journals.openedition.org/brussels/1346>

[8] Belkhayat-Hassani, Y. (2024). *La cohabitation participative : un levier pour la réinsertion sociale des migrants à Bruxelles dont cet article est une des premières émanations* (Mémoire de fin d'études, sous la direction de G. Carboni-Maestri et A. Morelli). Université Libre de Bruxelles.

Peut-être que tout n'est pas perdu ?

Ecrivain. « Guerre et pluie », éd. Gallimard, Prix Rossel 2024.

Velibor ČOLIĆ

Peut-être que tout n'est pas perdu ? Peut-être qu'une armée de crayons et de stylos sauveront le monde qui sombre dans les ténèbres ?

Le fait est que la poésie ne peut pas arrêter la violence. Mais nous sommes encouragés par la conclusion selon laquelle même la violence ne peut arrêter la poésie. Et ce résultat ex æquo entre eux et nous est un bon début.

Peut-être que le bonheur est simplement l'absence de malheur ?

Peut-être que tout ce qui n'est pas une défaite est en fait une grande victoire ?

Il n'y a jamais trop de livres, tous les livres ne sont pas dangereux, un seul livre est dangereux. Si nous avons trois mille livres à la maison et *Mein Kampf* parmi eux, cela ne veut rien dire. Cette nébuleuse n'est qu'un livre parmi d'autres sur les étagères. Mais si *Mein Kampf* est le seul livre que nous possédons et lisons, nous avons déjà commis une erreur dangereuse. Nous avons réduit le monde à un seul livre.

Ce monde ne sera finalement pas détruit par les analphabètes mais par les gens d'un seul livre. Quoi qu'il en soit, profane ou saint, bienveillant ou maléfique.

Au fait, quel est le vrai prix d'un livre ? Combien coûtent réellement le triste sort de Madame Bovary, la construction d'un pont sur la Drina ou les combats de notre chevalier tragi-comique préféré Don Quichotte de la Manche ? À quoi ressemble la vie sans livres ? Quelles destinées vivent les personnes qui grandissent, existent et meurent dans un monde sans lecture ? S'agit-il de types sombres qui inventent des surnoms sur les forums Internet et qui détestent tout, tout le temps les autres ? Je suis presque certain que les dictatures commencent dans le vide de la vie de ceux qui vivent en dehors de la lecture. Dans ce monde terrible où l'on échange la parole littéraire contre la parole politique, où l'on échange le songe d'une nuit d'été contre le rêve de la nation, et où finalement la parole humaine devient un programme politique.

Il existe trois types de personnes. Ceux qui savent, ceux qui ne savent pas et ceux qui lisent.

Celui qui ne lit pas ne vit qu'une fois.

Très loin de lui nous avons notre amateur de livres qui s'assoit négligemment et discute avec Kafka, sirote du rhum avec Hemingway, tient la main d'Anaïs Nin et monte sur le dos du tigre de Borges.

La littérature est la preuve qu'une seule vie ne suffit pas. ▶



BOÎTE À LIVRES BOEKENRUILKAST



LIBRARY
Book

Éditeur responsable : Alexandre Ansay

Responsable de rédaction : Nathalie Caprioli

Ont contribué à ce numéro : Thierry Amougou, Yassine Belkhyat-Hassani, Massimo Bortolini, Gregorio Carboni-Maestri, Velibor Čolić, Olivier De Schutter, Tineke D'haese, Zakaria El Bakkali, Paul Hermant, Christine Kulakowski, Ikram Maâfi, Eric de Mildt, Patrik Six, Johanna de Tessières, Nicolas Van Nuffel, Leo Wagemans.

Photo de couverture : © Leo Wagemans

Néo-formatrices et formateurs à l'école de l'écologie populaire animée par Banlieues Climat en région parisienne.

Comité éditorial : Ali Aouattah, François Braem, Laura Calabrese, Vincent de Coorebyter, Kolë Gjelošhaj, Kenan Görgün, Billy Kalonji, Younous Lamghari, Altay Manço, Marco Martiniello, Anne Morelli, Nouria Ouail, Andrea Rea.

Création graphique : Paul d'Artet

Mise en page : Pina Manzella

Impression : IPM

Les textes n'engagent que leurs auteurs. Les titres, intertitres et brefs résumés introductifs sont le plus souvent rédigés par la rédaction.



Avec l'aide de la Commission communautaire française, du Service d'éducation permanente, de la Fédération Wallonie-Bruxelles et d'Actiris.



imag est le bimestriel édité par
le **CBAI asbl** - Av. de Stalingrad, 24
1000 Bruxelles
tél. 02/289 70 50
imag@cbai.be - www.cbai.be



ABONNEZ-VOUS ! PRIX LIBRE

Payez en fonction de vos moyens
et soutenez le travail de l'équipe de rédaction.
Par numéro ou par an (5 n°)

Disponible en format papier et numérique.

Versez votre participation sur le compte
IBAN BE34 00107305 2190
Prix indicatif : 5 euros/numéro

En n'oubliant pas de préciser
vos **nom et adresse** en communication ainsi
que la mention **format papier ou numérique**.

